



Banques publiques

## La finance islamique avant fin 2017

Le plan d'action du gouvernement est déjà en marche. Les dispositions de la loi de finances 2018 seront mises en place incessamment. Les premières opérations bancaires de la finance islamique devraient être lancées par certaines banques avant la fin de l'année 2017.

Page 3

Du réalisateur Ali Mouzaoui

## Les ramiers blancs projeté à la presse à Alger

Page 15

Il a estimé «nécessaire» la révision de la loi sur les hydrocarbures

## Exploitation du schiste : le feu vert d'Ouyahia

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia a instruit la compagnie nationale des hydrocarbures de mettre les bouchées doubles et exploiter toutes les ressources énergétiques en vue de renforcer les exportations en la matière et réduire de là même la facture des importations de carburants.

Page 3



Plus de 800 terroristes recherchés

## Où est passé le Daech libyen ?

Page 5



Des victimes enregistrés dans plusieurs wilayas

## Cinq décès suite à des crues de Oued

Les pluies de ce début d'automne se sont transformées en dégâts matériels et humains. Au moins cinq personnes ont trouvé la mort dans l'ensemble du pays, emportées par les eaux torrentiels dont un nourrisson, notamment à A Souk Ahras, à Sidi Bel Abbès et à Djelfa. Si les dégâts matériels et humains sont enregistrés en début d'automne, on se demande comment sera l'hiver ?

Page 2

Financement non conventionnel et nouvelle politique économique

## Quelle place pour les entreprises publiques ?

gérant les projets d'infrastructures et équipements. Les deux cas les plus visibles sont Sonatrach et Sonelgaz, qui tardent à encaisser l'argent dépensé dans les différents travaux engagés au cours de ces dernières années sur le terrain au profit des populations et de l'économie nationales. Ces créances se comptent en milliards de dinars, pénalisant la trésorerie et bonne marche des entreprises et des groupes en question.

Jeuudi dernier, le directeur exécutif des finances du groupe Sonatrach, M'hamed Kerroubi, a plaidé cette cause au niveau de la commission des finances de l'APN, en expliquant que le recours au financement non conventionnel «permettra au groupe de relancer ses investissements à travers la résolution du problème de manque de

liquidité qu'il rencontre en dépit de sa bonne santé financière». C'est donc, en toute logique, que le groupe Sonatrach a accueilli avec satisfaction le recours au financement non conventionnel pour régler les titres du trésor, ce qui lui permettra de poursuivre ses investissements notamment dans le domaine de l'exploration, l'extraction, le développement et la réalisation des raffineries». Il soutiendra que le financement non conventionnel «contribuera toutefois à renouer avec l'équilibre dont le groupe a besoin pour investir dans l'exploration et l'extraction du pétrole en vue de renouveler ses réserves et garantir, ce faisant, le développement de l'entreprise sur le moyen et long terme».

Page 4



Par Saâd Taferka

Une des explications données par le Premier ministre Ahmed Ouyahia afin de justifier le financement non conventionnel consistant au Trésor public de financer à découvrir les dépenses publiques en empruntant à la Banque d'Algérie sur une période de cinq ans-, c'est celle relative à la prise en charge de certaines lourdes créances que détiennent des entreprises publiques auprès de maîtres d'ouvrage





Des victimes enregistrés dans plusieurs wilayas

## Cinq décès suite à des crues de Oued

Les pluies de ce début d'automne se sont transformées en dégâts matériels et humains. Au moins cinq personnes ont trouvé la mort dans l'ensemble du pays, emportées par les eaux torrentiels dont un nourrisson, notamment à A Souk Ahras, à Sidi Bel Abbès et à Djelfa. Si les dégâts matériels et humains sont enregistrés en début d'automne, on se demande comment sera l'hiver ?



Par Karima Nacer

En l'espace de seulement quelques heures de pluie, les routes se sont transformées en de véritables fleuves. Les eaux de ces pluies charrient tout sur leur passage même des êtres humains. En effet, des crues de Oueds ont emportées plusieurs personnes, dans différentes wilayas du pays. Si toutes les mesures ont été prises, les intempéries n'auraient pas causé autant de dégâts matériels et humains.

Il est à noter qu'aucune étude viable n'est faite pour trouver une solution à ce problème qui revient chaque année. Il suffit d'un petit orage pour causer des dommages colossaux.

A Souk Ahras, un corps sans vie d'un nourrisson emporté, dans la nuit de

samedi à dimanche derniers, par les crues des eaux d'Oued Charef, dans la commune de Zouabi, a été retrouvé après huit jours de recherches. Selon le directeur de wilaya de la Protection civile le lieutenant colonel, Zoubir Maâriche la victime a été identifiée par ses proches. Les opérations de recherches ont été menées, sur une distance de 5 km, depuis le cours d'Oued Charef jusqu'au barrage éponyme, par les équipes d'intervention de la protection civile appuyées par la brigade cynotechnique de l'unité nationale d'intervention de Dar El Beïda, Alger et d'une équipe de plongeurs de la protection civile de la wilaya d'Annaba. Pour rappel, l'enfant se trouvait avec sa famille à bord d'un véhicule lorsqu'ils ont été surpris par la montée des eaux d'Oued

Charef, causée par les pluies diluviennes qui se sont abattues la nuit de samedi à dimanche derniers sur la wilaya de Souk Ahras.

A Sidi Bel Abbès, le corps sans vie d'une jeune femme, âgée de 29 ans, emportée par les intempéries, enregistrées au niveau de la commune de Dhaya, a été repêché vendredi après la crue de l'oued de Telagh. Selon les services locaux de la protection civile, après d'intenses recherches entamées après la disparition de la victime, le corps sans vie de cette dernière a été retrouvé et repêché au lieu dit village de Louza, dans la commune de Tenira, à 20 km du lieu du drame. Par ailleurs, l'intervention des éléments de la protection civile a permis de sauver cinq personnes d'une mort certaine dans la commune de Telagh, a-t-on ajouté de

même source, précisant que les mêmes services ont procédé à l'évacuation des eaux pluviales qui ont envahi plusieurs habitations. A Djelfa encore, les deux filles emportées par les eaux à El-Mdjabra (25 km de la wilaya), ont été retrouvées dans la nuit du vendredi à samedi par les éléments de la Protection civile en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya. "Le cadavre de la mère des deux filles (32 ans) a été retrouvé vendredi emporté par les eaux à H'haniche" a précisé la même source. Le cadavre de la première fille a été retrouvé à 22h tandis que le corps sans vie de la deuxième victime a été trouvé dimanche matin. Selon les premières informations, la mère et ses deux filles se promenaient lorsqu'elles ont été surprises par des eaux torrentielles. **K.N.**

Lutte contre la radicalisation et le terrorisme

## Des villes européennes et méditerranéennes se concertent à Nice

Une soixantaine de maires et représentants de villes européennes et méditerranéennes, réunis à Nice (sud-est de la France), ont appelé à "poursuivre la mobilisation contre la radicalisation" et à promouvoir l'échange d'informations dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Ces villes, dont certaines étaient la cible d'attentats, ont demandé, dans une déclaration signée vendredi par leurs maires et représentants, à être associées plus étroitement à la lutte antiterroriste et réclamé des "moyens financiers accrus", tout en appelant à engager une réflexion sur "les statuts et les prérogatives des polices locales". La "Déclaration de Nice" plaide également "pour une reconnaissance (...) du rôle des élus ou des représentants des villes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de sécurité".

Le document demande, par ailleurs, "la création d'un fonds européen pour soutenir la sécurisation des espaces publics dans la ville". La déclaration de Nice a été officiellement remise au ministre français de l'Intérieur Gérard Collomb et au Commissaire européen à la Sécurité, Julian King. "Faire remonter les informations, c'est donner à nos services les moyens de pouvoir prendre en charge, déceler et empêcher. C'est comme cela que depuis le début de l'année nous avons empêché que se réalisent sur le sol français un certain nombre d'attentats", a déclaré Collomb lors d'une conférence de presse.

Cette déclaration débouchera dès 2017 sur une rallonge de l'Union européenne (UE) au fonds pour la sécurité intérieure, a assuré pour sa part le commissaire européen chargé de la Sécurité. "L'Union européenne renforcera le fonds pour la sécurité intérieure en lui allouant 100 millions d'euros pour cette année 2017, dont au moins 10 millions pour des projets sur la sécurisation des espaces publics", a-t-il souligné en confirmant l'adoption, le 18 octobre, par la Commission européenne d'un paquet de mesures dans ce domaine.

Une concertation publique auprès des autorités régionales et locales sera lancée "pour rassembler les idées innovantes en matière de sécurité des espaces publics", a poursuivi King. Jusqu'à ce samedi, les maires échangent idées et propositions et confrontent leurs expériences dans le cadre d'un colloque sur la prévention de la radicalisation sous le slogan : "Face aux défis du terrorisme". **R. N.**

Immobilier

## Urgence d'assainir le marché

La Fédération nationale des agents immobiliers (FNAI) a proposé au gouvernement le passage obligatoire des transactions immobilières par les agences immobilières, et ce, pour une durée de cinq (5) ans, afin de professionnaliser le marché et de l'assainir des intermédiaires illégaux, a indiqué samedi à Alger son président, Abdelhakim Aouidat.

"Nous avons proposé, dans le cadre des concertations menées par le ministère de l'Habitat pour la révision du décret 09-18 régissant l'activité de l'agent immobilier, d'instaurer le passage obligatoire par une agence immobilière pour toute transaction immobilière, y compris entre particuliers, pendant une durée limitée à cinq (5) ans", a expliqué M. Aouidat lors de la 3ème édition des Journées de sensibilisation immobilière (JSI), organisée par la FNAI et le portail inter-

net des annonces immobilières Lkeria.com. Cette mesure permettra de résorber les transactions informelles, de mieux maîtriser les données statistiques sur le marché immobilier, qui sont nécessaires pour suivre son évolution et, donc, de pouvoir le réguler efficacement, a-t-il ajouté.

Selon M. Aouidat, la base imposable dans l'immobilier a été de 200 milliards de dinars en 2015, un chiffre "très en deçà de la réalité", vu l'ampleur du phénomène des intermédiaires illégaux qui se gardent de déclarer le montant réel de la transaction immobilière.

Toutefois, avec cette mesure proposée, en cours de réflexion, l'agent immobilier sera "juridiquement responsabilisé" et devra, en contrepartie, assurer une transaction "sécurisée", notamment à travers des vérifications rigoureuses des documents, des biens immobi-

liers et des conditions d'hébergement. La FNAI réclame également la révision du barème des honoraires perçus par les agents immobiliers lors d'une transaction de vente, qui se situent entre 1 et 3% (selon le montant de la transaction), alors que ce taux est de 5% au Maroc et en Tunisie, de 4 à 7% en Europe et est libre en France.

Le barème des honoraires doit aussi inclure les frais de devis, de déplacement et de l'ouverture de dossier, suggère M. Aouidat.

La fédération appelle aussi à redéfinir la relation entre l'agent et son client, en l'organisant avec un contrat de mandat signé par les deux parties.

Elle demande également d'inclure dans la future loi des facilitations auprès de l'administration, notamment les conservations foncières au profit des agents immobiliers pour l'avancement de la transaction. La

3ème édition des JSI a été consacrée aux actes de propriétés et aux transactions de vente dans un contexte marqué par "un manque de vulgarisation et de débat autour des multiples formes d'actes de propriétés existant sur le marché algérien (acte administratif, acte notarié, papier timbré, acte dans l'indivision...)" et la méconnaissance des dispositions de la loi dans ce domaine, qui font de l'acheteur et du vendeur des cibles faciles à tout type d'arnaque", selon les organisateurs.

Le responsable du portail Lkeria.com, M. Lotfi Ramdani, a fait part de la complexité de la législation immobilière ainsi que les risques qu'encourt le simple citoyen de se faire arnaquer dans un marché dominé par des intermédiaires informels qui, motivés uniquement par le profit rapide, proposent à la vente des biens

immobiliers dépourvus d'actes de propriétés reconnus par la loi.

Pour sa part, l'expert juridique, Makhlof Aggal, a présenté aux professionnels tous les types d'actes de propriété existant en Algérie, allant de l'acte administratif à l'acte notarié, précisant pour chaque type sa force juridique et son opposabilité aux tiers.

Les intervenants ont également débattu des contraintes rencontrées sur le terrain ainsi que des paramètres à prendre en considération pour sécuriser le marché des ventes immobilières et stabiliser les prix de ces transactions.

Par ailleurs, le président de la FNAI a indiqué qu'un cycle de formation allait être organisé au profit de ses adhérents durant la saison 2017-2018, qui comprend plus de 20 modules en relation avec le domaine de l'immobilier.

Bilal L.



Il a estimé "nécessaire" la révision de la loi sur les hydrocarbures

# Exploitation du schiste : le feu vert d'Ouyahia

**Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia a instruit la compagnie nationale des hydrocarbures de mettre les bouchées doubles et exploiter toutes les ressources énergétiques en vue de renforcer les exportations en la matière et réduire de là même la facture des importations de carburants.**



Par M. Ait Chabane

**E**n visite, hier, dans le pôle pétrochimique d'Arzew (Oran), il a particulièrement donné son feu vert pour l'exploitation du gaz de schiste. "Il est temps pour que Sonatrach exploite toutes ses énergies au service de l'entreprise et du pays", a-t-il soutenu, expliquant que l'exploitation des hydrocarbures de schiste devient une

nécessité pour l'Algérie en cette conjoncture économique difficile. "Nous estimons que le groupe pétrolier national dispose de capacités nécessaires pour expliquer au peuple algérien qu'il ne s'agit pas là d'une démarche aventurière mais d'une option visant à garantir l'avenir en matière énergétique", a affirmé le Premier ministre, tout en réitérant les pleines dispositions du gouvernement à soutenir les investis-

sements de Sonatrach. Et d'expliquer dans cette perspective que "les potentialités de Sonatrach permettent d'être optimistes quant aux perspectives d'avenir. Pour le secteur des énergies. C'est un message d'espoir au peuple algérien, notamment en cette période difficile marquée par une fluctuation des cours du pétrole sur les marchés internationaux". Pour le chef de l'Exécutif, l'équation est simple : "les importations des carburants nous reviennent très chers et la dépréciation de la valeur du dinar rend la situation encore difficile. Il est donc nécessaire d'intensifier les efforts pour augmenter la production des carburants", a-t-il souligné. C'est d'ailleurs la nouvelle stratégie de développement adoptée par Sonatrach sous la houlette de son P-DG, Abdelmoumen Ould Kaddour qui a annoncé lors de cette visite, que la raffinerie d'Alger sera opérationnelle au début de l'année 2018 et que des appels d'offres seront lancés prochainement pour la réalisation des

raffineries de Hassi Messaoud et de Tiaret. Au total 26 nouveaux gisements de pétrole et de gaz ont été découverts en 2017 dans le Nord et le Sud du pays. Sonatrach prévoit plus de 30 nouvelles découvertes avant fin 2017 alors que, durant toute l'année dernière, 30 découvertes ont été réalisées. "Ces découvertes ont été faites par les équipes de Sonatrach durant la période allant de janvier à fin septembre 2017. Ces nouveaux gisements représentent des réserves estimées à 130 millions tonnes équivalent pétrole (TEP)", a précisé le Directeur de la planification du Groupe pétrolier national, A. Mazighi. En outre, le Premier ministre a présidé une cérémonie d'inauguration de deux nouveaux méthaniers, acquis par la filiale Hyproc Shipping Compagny relevant du Groupe pétrolier Sonatrach. Ces deux nouveaux méthaniers, Tessala et Ougarta, permettront à la flotte maritime nationale chargée du transport à l'international des hydrocarbures d'être au diapason des perspectives du développement de l'industrie nationale de la pétrochimie. Les deux navires ont été mis déjà en navigation expérimentale le long du littoral national, selon des explications données par les cadres de Sonatrach. Aussi a-t-il estimé nécessaire de réviser la loi sur les hydrocarbures car, a-t-il dit, le secteur connaît de grands changements dans le monde obligeant l'Algérie à se mettre au diapason. S'exprimant à l'issue d'une communication qui lui a été présentée au niveau de la raffinerie RA1Z sur le bilan des activités de Sonatrach, il a estimé qu'il était temps pour que l'Algérie réviser sa loi sur les hydrocarbures afin d'encourager la venue de nouveaux investisseurs et d'améliorer les recettes du pays. Une relecture de cette loi est nécessaire en fonction des défis actuels dans le domaine de l'énergie, a-t-il souligné.

M.A.C.

## Sonatrach : 31 milliards de dollars de recettes à fin 2017

Sonatrach prévoit une recette de plus de 31 milliards de dollars en fin 2017, a-t-on annoncé lors d'une présentation faite par un des cadres de ce groupe pétrolier au Premier ministre, Ahmed Ouyahia, dimanche à Arzew. En septembre dernier, un excédent de plus de 4 milliards de dollars par rapport à la même période de l'année 2016

a été réalisé, a-t-on souligné. Sonatrach a réalisé en 2016 une recette de 27,910 milliards de dollars, a-t-on rappelé, signalant une production de 106 millions de tonnes équivalent pétrole. Il s'agit de produits de pétrole brut, de condensat, de gaz naturel liquéfié et de produits raffinés.

M. A. C.

Banques publiques

## La finance islamique avant fin 2017

Par S. A. Mohamed

**L**e plan d'action du gouvernement est déjà en marche. Les dispositions de la loi de finances 2018 seront mises en place incessamment. Les premières opérations bancaires de la finance islamique devraient être lancées par certaines banques avant la fin de l'année 2017.

C'est ce qu'a appris l'APS auprès du président de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), Boualem Djebbar. "Les premières opérations portant introduction de la finance islamique dans le domaine bancaire seront lancées dans quelques banques avant la fin de l'année en cours, tandis que les autres banques vont suivre au cours de l'exercice de 2018", avance-t-il. "Le lancement de la finance islamique est vraiment imminent au niveau des banques publiques et au niveau de l'ABEF. Nous travaillons depuis quelque temps sur la préparation de cette opération,

et ce, notamment sur le plan de la sensibilisation et de la formation", selon lui. A ce propos, M. Djebbar précise que ce sont toutes les banques publiques qui sont en train de préparer ce projet et ont inscrit dans leur stratégie le lancement de ce type de financement que ce soit au niveau de l'épargne ou à celui des types de financements. Ce projet, poursuit-il, "fait partie de la volonté des banques de diversifier leurs produits et de satisfaire la clientèle potentielle". Plus encore, ajoute le même responsable, "il y a un marché et une clientèle qui sollicite ce type de financement. Les banques doivent donc répondre à cette demande". M. Djebbar espère que l'introduction de la finance islamique dans le paysage bancaire du pays connaisse un succès, notamment en matière de bancarisation, de drainage d'épargne et en termes de participation au développement économique. Pour rappel, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, avait affirmé lors d'une

séance consacrée aux réponses aux questions des députés sur le plan d'action du gouvernement, que le projet de loi de Finances 2018 prévoit l'introduction de chèques islamiques dans le trésor de l'Etat, ainsi que l'introduction avant la fin de l'année 2017 de la finance islamique dans le domaine bancaire pour deux banques publiques contre quatre autres banques publiques en 2018. Il a annoncé, qu'après l'adoption par le parlement du plan d'action du gouvernement, une instance indépendante chargée du contrôle de la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement et du processus de financement non conventionnel prévu dans ce programme, sera instituée par voie de décret présidentiel. Placée sous la tutelle du Président Abdelaziz Bouteflika, l'instance présentera des rapports trimestriels au Président de la République pour le suivi et l'évaluation de tout ce qui est réalisé.

S.A.M.

## A l'occasion du 54<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation Le FFS réitère son projet de reconstruction d'un consensus

Le Front des forces socialistes (FFS) a réitéré samedi à Tizi-Ouzou son projet de reconstruction d'un consensus national et populaire pour "préserver la stabilité nationale et garantir le développement".

Le premier secrétaire national du FFS, Hadj Djilani Mohamed, qui a animé un meeting à la placette du musée du centre-ville, dans le cadre de la célébration du 54<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de son parti (29 septembre 1963), a souligné que cette formation politique poursuivra le combat pour la justice sociale, un pluralisme culturel et politique apaisé, et un consensus national établi sur des principes démocratiques.

S'exprimant devant une foule nombreuse de militants de ce parti, ce même orateur a observé que, le monde d'aujourd'hui ne laisse de place que pour les Etats et les sociétés qui font de la souveraineté populaire incarnée dans un Etat de droit, la véritable profondeur stratégique qui peut assurer stabilité, sécurité et développement.

Abordant la conjoncture économique nationale, M. Hadj Djilani a rappelé que le FFS, considère que ce sont les mécanismes d'un Etat de droit qui garantissent le bon fonctionnement de l'économie avec l'impartialité de la justice pour protéger les droits des travailleurs et des entrepreneurs publics et privés et que se sont les peuples qui produisent les richesses et non l'inverse, a-t-il dit.

A la fin de ce meeting, une marche a été improvisée vers le cimetière de Mdouha ou un recueillement a eu lieu à la mémoire des anciens militants de 1963 décédés et des martyrs de la guerre de libération nationale et de la démocratie.

Bilal L.

## Elections locales L'ANR en lice dans 22 APW et 151 APC

Le Secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a annoncé samedi à Alger, que son parti serait en lice pour les prochaines élections locales au niveau de 22 Assemblées populaires de wilaya (APW) et 151 Assemblées populaires communales (APC).

"L'ANR entrera en lice pour les prochaines élections au niveau de 30 wilayas, dans 22 APW et 151 APC", a précisé M. Sahli dans une conférence de presse consacrée à la présentation de la 1<sup>ère</sup> étape des préparatifs de son parti pour les élections locales. Le nombre de candidats du parti est de 1.204 au sein des APW et de 3.609 candidats au sein des APC, constitués de 45 % de femmes, a souligné M. Sahli ajoutant que le parti avait inclus deux femmes têtes de listes pour les APW dans les wilayas de Sétif et Constantine.

Le parti misait sur 30 APW, mais ne se présentera finalement que dans 22 assemblées, a-t-il indiqué, soulignant que son parti ne voulait pas entrer en lice avec des alliances "conjonctuelles", mais plutôt des alliances "politiques" dont les orientations seraient en droite ligne avec celles du parti.

M. Sahli a fait part de son rejet des listes présentées "au dernier moment" par des indépendants au nom de l'ANR, ajoutant que l'ANR n'avait présenté que ses militants comme candidats.

R. K.



Financement non conventionnel et nouvelle politique économique

# Quelle place pour les entreprises publiques ?

**L'une des explications données par le Premier ministre Ahmed Ouyahia afin de justifier le financement non conventionnel- consistant au Trésor public de financer à découvert les dépenses publiques en empruntant à la Banque d'Algérie sur une période de cinq ans-, c'est celle relative à la prise en charge de certaines lourdes créances que détiennent des entreprises publiques auprès de maîtres d'ouvrage gérant les projets d'infrastructures et équipements.**



Par Saâd Taferka

Les deux cas les plus visibles sont Sonatrach et Sonelgaz, qui tardent à encaisser l'argent dépensé dans les différents travaux engagés au cours de ces dernières années sur le terrain au profit des populations et de l'économie nationales. Ces créances se comptent en milliards de dinars, pénalisant la trésorerie et bonne marche des entreprises et des groupes en question.

Jeudi dernier, le directeur exécutif des finances du groupe Sonatrach, M'hamed Kerroubi, a plaidé cette cause au niveau de la commission des finances de l'APN, en expliquant que le recours au financement non conventionnel "permettra au groupe de relancer ses investissements à travers la résolution du problème de manque de liquidité qu'il rencontre en dépit de sa bonne santé financière". C'est donc, en toute logique, que le groupe Sonatrach a accueilli avec satisfaction le recours au financement non conventionnel pour régler les titres du trésor, ce qui lui permettra de poursuivre ses investissements notamment dans le domaine de l'exploration, l'extraction, le développement et la réalisation des raffineries". Il soutiendra que le financement non conventionnel "contribuera toutefois à renouer avec l'équilibre dont le groupe a besoin pour investir dans l'exploration et l'extraction du pétrole en vue de renouveler ses réserves et garantir, ce faisant, le développement de l'entreprise sur le moyen et long terme".

Il en est de même de Sonelgaz, dont les responsables ne cessent de relever les difficul-

tés financières auxquelles le groupe fait face, particulièrement dans le recouvrement des factures de consommation électrique. L'entreprise est également pénalisée par des créances impayées liées aux travaux de raccordement de gaz de ville dont ont bénéficié des centaines de quartiers et de villages au cours de ces dernières années. Si les cas de ces grands groupes publics sont mis sous les feux de la rampe, cela ne signifie pas que les autres entreprises publiques vivent dans l'aisance. Au contraire, des dizaines d'unités de production, d'entreprises de travaux ou de prestations d'études ou de services, se trouvent, depuis au moins le début de la crise financière, "prises à la gorge" par des difficultés de trésorerie et le manque de plan de charges. Il en est même résulté des suppressions d'emplois reflétées dans les dernières statistiques de l'ONS (taux officiel dépassant 11% de la population active).

Un impératif et non une option. Avec la crise des revenus pétroliers, qui s'inscrit dans la durée, malgré quelques rebonds du prix du baril au cours de ces dernières semaines, le défi de remettre sur orbite la production nationale, sous toutes ses déclinaisons, ne se pose plus en termes d'option, mais revêt le caractère d'une impérative nécessité. Le discours officiel dominant, aussi bien sous les gouvernements de Sellal et Tebboune, que celui d'Ouyahia, n'a pas manqué d'insister sur ce volet déterminant de l'économie nationale, supposant non seulement une relance des activités existantes, mais aussi une maximale diversification de la palette des produits qui sont à la portée de l'outil algérien de

production. Ils sont à sa portée lorsqu'on considère les potentialités inexploitées en matière de créneaux qui sont pratiquement en friche, de réserves de productivité qu'il y a lieu de mobiliser et de ressources en formation que l'on est tenu de mettre à la disposition du secteur de la production. En termes de compétitivité et des coûts du travail, l'Algérie dispose de certaines marges qui ne sont dissimulées que par les voies de la facilité commerciale liée à l'importation. Si la rente pétrolière avait permis ce genre d'hérésie et d'errements, il sera difficile, voire presque impossible, de continuer sur ce rythme et avec cette vision. Des signes commencent déjà à faire valoir des messages pas du tout rassurants dans ce sens.

La stratégie initiée en direction du développement de la production nationale manque toujours de visibilité. En dehors des foires de la production nationale et du crédit à la consommation dédié aux produits fabriqués localement, mais dont les résultats sont mitigés, il est difficile d'aligner des mesures concrètes destinées à encourager cette production à se développer et à être étalée sur le marché national, ou encore à être incitée à explorer les marchés étrangers.

À la faveur de la nouvelle procédure du financement non conventionnel- qui sera débattu par les députés de l'APN dans les prochains jours, le gouvernement examinera, au cas par cas, la manière et le niveau de l'assistance à accorder aux entreprises publiques pour engager les opérations de mise à niveau, aussi bien sur le plan technique que sur le plan managérial.

Avec l'ancien gouvernement, l'on a eu, dès septembre 2012, la

devise de l'élargissement de la base productive du pays et de la relance industrielle. Une commission d'experts, sorte de "brain-trust", a été installée pour élaborer ce qui fut appelé le "doing-business Algérie", censé traiter de l'amélioration du climat des affaires et de la relance de la production nationale. Ce ne fut que quatre ans après que le résultat de cette commission se concrétisera par le nouveau code de l'investissement, adopté en juillet 2016. Entre temps, des tripartites ont été tenues pour impliquer toutes parties dans la nouvelle configuration de l'économie nationale.

S'agissant spécifiquement de l'entreprise publique, longtemps ballottée entre plusieurs formules juridiques (fonds de participation de l'Etat, holdings, SGP), les assainissements financiers successifs dont elle a bénéficié et les diverses restructurations qu'elle a subies reflètent presque complètement le destin sinueux que connaît l'économie algérienne depuis qu'elle est entrée dans la longue transition devant la délester de l'esprit de rente et la conduire vers une véritable économie de production.

## Quel destin pour les dix groupes industriels ?

Le secteur public économique, matérialisé par les EPE et les sociétés de gestion des participations (SGP) qui les administrent, traîne un lourd passé de restructuration qui a vu des entreprises disparaître, d'autres privatisées et d'autres encore réduites à un état de survie. En dehors du secteur de l'énergie (hydrocarbures, gaz et électricité), rares sont les entreprises publiques qui sont sorties

"indemnes" du plan d'ajustement structurel imposé par le FMI à l'Algérie dans les années 1990.

Après la remontée de la pente de notre pays sur le plan financiers, à partir du début des années 2000 et suite au rehaussement des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux, un certain nombre d'entreprises publiques- principalement celles chargées des travaux dans le BTPH- ont commencé à sortir légèrement de la zone rouge, et ce, avec les plans de charges issus des plans quinquennaux initiés par le gouvernement. Cependant, la nouvelle croissance demeure partielle et très inégale, d'autant plus que les entreprises étrangères se sont imposées dans les attributions des marchés publics. Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a appelé, au début du mois de septembre, les maîtres d'ouvrages et les administrations qui lancent des avis d'appels internationaux (pour travaux, études ou fournitures) à réserver aux opérateurs algériens 25 % du programme (clause de la préférence nationale énoncée dans le Code des marchés publics, apparemment peu respectée).

L'on se souvient que, pendant les années fastes de l'embellie financière, certaines entreprises algériennes en étaient réduites à la sous-traitance auprès de partenaires étrangers... en Algérie.

Sur un autre plan, le processus de privatisation enclenché par l'ancien ministre Abdelhamid Temmar a été entaché de plusieurs "anomalies" d'après le chef de gouvernement de l'époque, Ahmed Ouyahia. On y découvre des changements de vocation de l'entreprise, libérant une assiette de terrain convoitée pour une autre activité, et le licenciement du personnel (contrairement aux termes du contrat de cession). Le nouveau plan d'action du gouvernement, présenté il y a quelques jours par le Premier ministre, ne comporte de références précises à un éventuel plan de privatisation ou de prise de participation dans les entreprises publiques économiques. Cependant, il a fait part de la volonté du gouvernement de "poursuivre la mise à niveau des entreprises publiques, la réactivation des aides agricoles et le rétablissement du soutien aux prix de l'aliment du bétail, la mise en valeur du foncier agricole disponible, la préférence à la production nationale et la promotion des exportations hors hydrocarbures". La création, en 2014, de dix groupes industriels publics devant manager les entreprises publiques économiques selon les branches d'activités, est considérée comme étant la nouvelle étape qui veut inscrire les capitaux marchands de l'État dans une autre dynamique, orientée surtout vers un partenariat plus soutenu avec des entreprises étrangères et avec le tant souhaité secteur privé national, à travers ce qui est appelé partenariat public-privé, PPP, qui n'a pas connu de véritable décollage, bien que l'option fût portée aux nues un certain moment par les pouvoirs publics. S. T.



Plus de 800 terroristes recherchés

# Où est passé le Daech libyen ?

Depuis qu'ils ont été chassés de la ville libyenne de Syrte, les terroristes de l'Etat Islamique seraient en constant mouvement dans le désert de ce pays. Que préparent-ils ?



Par Amine Bensafi

Le procureur général libyen Al-Sedik Al-Sour a annoncé jeudi avoir délivré 830 mandats d'arrêt contre des membres présumés du groupe Etat islamique en Libye, à l'issue de plusieurs mois d'enquête sur cette organisation djihadiste qui se dit fidèle à Al Baghdadi. Al-Sedik Al-Sour a ajouté au cours d'une conférence de presse qu'Interpol serait aussi saisi de cinquante autres mandats d'arrêt visant des personnes se trouvant à l'étranger et accusées d'implication avec le groupe jihadiste. M. Al-Sour a ajouté que les interrogatoires de plusieurs membres présumés de

l'EI arrêtés dans différentes villes libyennes, avaient permis aux autorités d'obtenir des informations précieuses sur le fonctionnement du groupe et sur ses membres. Selon lui, plusieurs combattants de l'EI, dont des dirigeants de ce groupe terroriste se trouvaient toujours dans le sud libyen, après avoir perdu en décembre 2016 leur bastion dans la ville de Syrte, au terme de plusieurs mois de combats. Certains d'entre eux ont été tués dans des frappes américaines menées la semaine dernière à environ 240 km au sud-est de Syrte, a ajouté M. Al-Sour, sans autre précision. Le fait est confirmé par un communiqué du Commandement militaire améri-

cain en Afrique (Africom) qui, vendredi soir, a indiqué que les forces américaines ont lancé, mardi dernier, en coordination avec le gouvernement libyen d'union nationale, une attaque aérienne de "précision" (entendre par drone, ndlr) en Libye contre les combattants de Daech, à 161 km au sud-est de Syrte. "Daech et Al-Qaïda ont utilisé un espace non contrôlé en Libye pour créer un havre de conspiration et de terrorisme, afin de recruter et faciliter le mouvement des combattants terroristes étrangers, et pour augmenter et transférer des fonds afin de soutenir leurs opérations", indique le communiqué. "Les Etats-Unis se tiennent aux côtés des Libyens et

soutiennent leurs efforts pour lutter contre les menaces terroristes et la défaite en Libye et s'engagent à continuer à faire pression sur le réseau terroriste et à les empêcher de créer un refuge", poursuit-il. Africom assure que les États-Unis honoreront leur mission de détruire et de perturber les organisations terroristes et de les empêcher de porter atteinte à la stabilité dans la région. Cette frappe aérienne est la seconde depuis que le président américain, Donald Trump, a pris ses fonctions.

Depuis que l'Etat Islamique a perdu Syrte, l'unique ville qu'elle contrôlait en dehors de l'Irak et de la Syrie, l'organisation a quasiment disparu des radars. Mais, elle est

réapparue dernièrement dans certains endroits en Libye, menant des actions de guérilla en harcelant les postes de contrôle à l'entrée de certaines villes et réussissant à prendre des otages parmi les civils.

Le procureur général libyen M. Al-Sour a indiqué, néanmoins, que l'enquête menée par son bureau sur le réseau djihadiste avait permis d'identifier ses dirigeants en Libye, dont la plupart ont été tués dans les combats de Syrte. Selon lui, les principaux dirigeants du groupe en Libye sont de nationalité libyenne mais les combattants viennent surtout de pays voisins : la Tunisie, l'Egypte et le Soudan.

Dans une vidéo diffusée, le 28 août dernier via son agence de propagande, le Daech libyen annonçait l'enlèvement de deux personnes, cinq jours après avoir revendiqué l'offensive qui a tué neuf militaires et deux civils libyens sur un point de contrôle à Al-Fogha, au sud de la ville d'Al-Joufra. D'autres vidéos diffusées montraient l'organisation patrouillant dans le désert ainsi que deux Libyens enlevés et pris en otages. Depuis le délogement du groupe Etat islamique, de Syrte, leur fief, en décembre dernier, plusieurs rapports et indices font état d'une réorganisation du groupe dans le désert libyen.

C'est ce qui fait craindre, non seulement aux autorités libyennes, mais aussi à tout le voisinage, un redéploiement de ce groupe terroriste, dont les éléments pourraient être à la recherche de zones plus sûres, après les frappes des drones américains, qui dénotent d'une détection préalable par satellite. Cela, d'autant que leur chef Abou Bakr Al-Baghdadi, donné pour mort ou sinon gravement blessé depuis la bataille de Mossoul, vient de refaire apparition pour demander à ses troupes de tenir leurs positions et de frapper l'ennemi partout où il se trouve. Une invitation à toutes les armées de la région à redoubler de vigilance.

A. B.

Reconnaissance par la France des crimes coloniaux

## "Que Macron passe aux actes"

L'universitaire Olivier Le Cour Grandmaison a souhaité samedi que le président Emmanuel Macron passe aux actes "après sa déclaration à Alger qualifiant la colonisation France de crime contre l'humanité".

Lors d'un déplacement à Alger, le président de la République, Emmanuel Macron, a qualifié, alors qu'il était candidat, la colonisation de crime contre l'humanité. "Qu'il passe enfin de la parole aux actes en réitérant ses propos en France cette fois et pour l'ensemble de la période coloniale, Algérie comprise évidemment", a-t-il dit dans un entretien à l'APS.

Mais il n'a pas caché son scepticisme quant à la volonté du chef d'Etat français d'aller au-delà de ses propos qui ont soulevé, rappelle-t-on, un tollé notamment auprès de la droite et de l'extrême droite et des associations anti-algériennes.

"Dans un tel contexte, il est peu

probable que le chef de l'Etat s'engage plus avant et il est à craindre que les déclarations du candidat Macron seront, hélas une fois encore, contredites par les actions du président Macron", a-t-il considéré, mettant par ailleurs l'incapacité des dirigeants de gauche, à l'image des ex-candidats à la présidentielle, Benoit Hamon et Jean-Luc Mélenchon, "à prendre la juste mesure du passé colonial de la

France et à en tirer les conséquences qui devraient s'imposer, à savoir la reconnaissance des crimes commis à l'époque".

Toutefois, il a reconnu que c'est pour la première fois, qu'un candidat à l'élection présidentielle qualifie la colonisation de crime contre l'humanité. "Que la droite et l'extrême-droite aient été scandalisées, quoi de plus normal. Une telle réaction pavlovienne était attendue", dira-t-il.

Au sujet de la campagne qu'il mène dans laquelle il a appelé à

déboulonner les statues et débaptiser les rues portant le nom du général Bugeaud, l'auteur de "L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies" (Fayard, 2014) a rappelé que ce "bâtisseur sanglant de la France coloniale" a commis et fait commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en 1840 en Algérie.

### Bugeaud a commis en Algérie des crimes de guerre

Il a cité dans ce cadre les "prétendus grands hommes" comme Jean-Baptiste Colbert (1619-1683, un des principaux ministres de Louis XIV), à l'origine de la traite des noirs, considérée aujourd'hui comme un crime contre l'humanité, et le général Thomas Robert Bugeaud (1784-1849).

"Au vrai, il s'agit plutôt d'une

contribution aux débats actuels en France sur la place de certaines figures historiques considérées comme des "hommes illustres", lesquels sont intégrés au grand roman national français. A cela s'ajoute, ceci est une des conséquences, le fait que certains de ces prétendus grands hommes comme Bugeaud et Colbert, d'autres pourraient être cités, ont des statues, des rues et des avenues à leur nom", a-t-il expliqué.

Il a rappelé au sujet de ces deux personnages que le premier "a commis et fait commettre" des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au cours de la "pacification" de l'Algérie dans les années 1840, et le second est le père du Code noir de 1685, première codification de l'esclavage à l'époque du "prestigieux" Louis XIV. L'esclavage est désormais considéré en France, depuis la loi Taubira, comme un crime contre l'humanité. "Dans les deux cas, a-

t-il dit, ces deux hommes sont une insulte permanente aux principes fondateurs de la République, au peuple algérien et aux luttes contre l'exploitation et l'oppression esclavagistes".

A une question s'il y a lieu de réviser les manuels scolaires de l'école française au sujet de l'histoire coloniale, Olivier Le Cour Grandmaison a indiqué que, malgré l'évolution "sensible" du contenu de nombreux manuels scolaires, cette histoire reste ignorée par beaucoup de collégiens et lycéens "faute d'enseignements adéquats", mettant la responsabilité sur le gouvernement et la présidence.

"Une reconnaissance officielle, par les plus hautes autorités de l'Etat, serait évidemment un signe fort, comme on dit aujourd'hui, et un encouragement à traiter de façon plus exhaustive l'histoire coloniale de la France", a-t-il estimé.

Reda A.





Grâce à ses 154 filiales

# Sonatrach est la seule compagnie africaine à développer de multiples activités

Grâce à ses 154 filiales, Sonatrach est la seule compagnie africaine à développer des activités depuis l'exploration pétrolière jusqu'à la pompe à essence, a relevé une étude de l'Institut français de relations internationales (IFRI), soulignant qu'elle doit faire face à des défis importants.



**S**onatrach a créé une véritable oasis de compétences dans l'appareil étatique (...), mais elle a besoin du privé pour mettre en valeur son domaine conventionnel, a indiqué une étude sur les stratégies des compagnies pétrolières nationales africaines, réalisée par Benjamin Augé, professeur d'université et rédacteur en chef de la lettre d'information Africa Energy Intelligence.

L'étude, publiée samedi à Paris, dont l'APS détient une copie, porte sur le cas de trois compagnies pétrolières nationales de pays africains, l'Algérie (Sonatrach), le Nigeria (NNPC) et l'Angola (Sonangol), qui ont produit en 2016, selon son auteur, respectivement 1,1 million, 2 millions et 1,8 million de barils par jour en moyenne. Elle fait savoir que ces com-

panies d'Etat doivent composer avec des défis lourds pour maintenir leur production d'hydrocarbures et attirer les investissements étrangers, relevant qu'elles ont dû trouver de nouveaux marchés pour leurs exportations de brut léger du fait de l'essor des pétroles de schiste aux Etats-Unis et l'effondrement des importations américaines.

Dans le chapitre consacré à Sonatrach, M. Augé, qui focalise ses recherches sur la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et électrique dans les pays africains, a indiqué, selon les derniers chiffres disponibles, que Sonatrach a mis au jour en effort propre de 32 des 33 découvertes de ressources d'hydrocarbures en 2016.

Selon les mêmes chiffres, ses filiales ont réalisé 94 forages d'exploration sur les

106 effectués et, en matière des activités de développement, sur les 144 puits, 111 l'ont été par Sonatrach.

Près de 98 millions de tonnes équivalent de pétrole ont été exportés à l'étranger, équivalent de 33,1 milliards de dollars, contre 67 milliards de dollars en 2014, soit 41% du budget du pays, a précisé l'étude qui souligne que la société doit composer avec de nombreux défis.

Le document indique que Sonatrach s'épuise financièrement afin de tenter de stabiliser sa production, notant que le volume total d'hydrocarbures produit a stagné depuis plus d'une décennie avant de remonter sensiblement en 2016, mais seulement pour la partie gaz dont ses exportations, a-t-il fait remarquer, sont limitées et les capacités d'exportation sont sous-utili-

sées.

Parmi les défis, le document évoque la consommation qui a considérablement augmenté entre 2005 et 2016 passant de 249.000 barils par jour à 412.000 barils par jour.

Analysant la part de la production exportée qui s'est sensiblement réduite dans la dernière décennie, le document estime que la baisse de la production est due à la loi relative aux hydrocarbures de 2005, soulignant que les investissements privés dans le secteur pétrolier sont ainsi en baisse depuis plus de dix ans.

Quant aux énergies renouvelables, l'étude estime que l'Algérie reste aujourd'hui en retard malgré son fort potentiel solaire, relevant que les investissements par Sonatrach, dans ce domaine, sont limités à ce jour.

R. K.

Laghouat

## Relance attendue des activités de la ferme pilote de Tadjmout

Les activités de la ferme pilote de Tadjmout, dans la wilaya de Laghouat, seront réactivées par le biais de l'investissement privé après la prise des dispositions nécessaires, ont indiqué des responsables de la wilaya.

Occupant un site favorable au développement des activités agricoles et d'élevage, la ferme pilote "Nemir Tahar" qui, bien qu'elle dispose d'importantes installations et capacités pour la promotion de sa vocation agricole, demeure, toutefois, en bute à de sérieuses contraintes d'ordre financier, nécessitant sa réactivation par le biais de l'investissement privé, a précisé le wali de Laghouat, lors d'une visite d'inspection à cette entité agricole.

La situation de cette ferme pilote sera soulevée au ministère de tutelle pour prendre les mesures nécessaires, à la faveur de la "disposition des pouvoirs publics à l'encouragement de l'investissement agricole", a indiqué Meguellati Ahmed.

Employant actuellement 22 personnes chargées notamment de la garde et de la gestion administrative suite à un fardeau de dettes de plus de 360 millions DA qu'elle endure, cette ferme vient de bénéficier d'une opération d'aménagement de son entrée principale, des pistes d'accès et d'autres travaux.

La ferme qui occupe une superficie globale de 1.811 hectares, dont une surface agricole de 650 h, près de 125 ha irrigués, dont une surface pastorale de 1.125 ha, compte un cheptel ovin de 230 têtes, selon sa fiche technique.

Une surface de 125 ha a été emblavée au titre de la dernière saison agricole en orge, soit une infime surface par rapport aux potentialités existantes, dont les ressources hydriques disponibles dans un barrage inféoflux d'un débit de 40 litres/seconde.

Créée durant la période coloniale, cette ferme dédiée à la production céréalière et animale, a été placée à l'indépendance du pays sous la tutelle du ministère de l'agriculture et du développement rural, avant d'être rattachée en 1992 à l'Office régional-Centre des viandes rouges pour être convertie, en 1998, en entreprise publique Atraco, filiale d'élevage et d'engraissement de Birtouta à Alger.

Bilal L.

Oran

## Plus de 2.700 dossiers d'investissement déposés

Plus de 2.700 dossiers d'investissement ont été déposés au niveau de la direction de l'industrie et des mines (DIM) à la fin du troisième trimestre de l'année en cours, a-t-on appris de la DIM. A la fin de ce trimestre 2017, le nombre total des projets d'investissement déposés au niveau de la DIM de la wilaya d'Oran, a atteint 2.725 dossiers dont 813 ont été accordés, a-t-on souligné. Le montant global d'investissement pour les dossiers accordés dépasse 400 milliards DA, a-t-on fait savoir. Les projets d'investissement avalisés offrent une possibilité de création de près de 36.000 postes d'emploi, a-t-on noté, soulignant qu'une superficie totale de 460 hectares est accordée à l'investissement industriel. La wilaya d'Oran compte trois zones industrielles, 26 zones d'activités industrielles et 13 autres sont en cours de construction.

Le tissu industriel de la wilaya compte, jusqu'à fin 2016, pas moins de 25.064 unités industrielles employant plus de 119.733 salariés, a-t-on souligné.

R. N.

Importations

## Hausse de la facture des produits alimentaires

**L**a facture d'importation des produits alimentaires a augmenté à 5,9 milliards de dollars sur les huit premiers mois de l'année en cours (contre 5,44 milliards de dollars durant la même période de 2016), tandis que celle des médicaments a connu une baisse de près 7%, a appris l'APS auprès des Douanes.

Pour ce qui concerne les laits et produits laitiers, la facture a bondi à 1,011 milliard de dollars entre début janvier et fin août 2017, contre 658,16 millions de dollars durant la même période de l'année dernière, en hausse de 53,7%, détaille le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes (Cnis).

Une même tendance haussière est constatée pour les sucres et sucreries dont les importations se sont chiffrées à 755,91 millions de dollars contre 596,6 millions de dollars, soit une augmentation de 26,71%.

Pour les huiles destinées à l'industrie alimentaire, leurs importations ont grimpé à 570,5 millions de dollars contre 469,1 millions de dollars, en hausse de 21,62%.

Quant aux céréales (blé dur, tendre...), semoule et farine, ils ont été importés pour un montant de 1,93 milliard de dollars contre 1,87 milliard de dollars, en hausse de 3,44%.

La facture d'importation du café et thé a

atteint 287,75 millions de dollars contre 270 millions de dollars (+6,95%).

Quant aux légumes secs et autres, ils ont été importés pour un montant de 228,12 millions de dollars contre 183,8 millions de dollars (+24,1%).

Concernant les viandes, elles ont été importées pour 162,8 millions de dollars contre 167 millions de dollars sur la même période de 2016, soit une diminution de 2,52%.

Par contre, la facture d'importation des médicaments a reculé en passant à 1,26 milliard de dollars contre 1,35 milliard de dollars, en baisse de près de 7%.

R. E.



Une expérience pilote à Oran

# Inclusion scolaire réussie pour une dizaine d'enfants autistes

Une dizaine d'enfants autistes ont bénéficié d'une inclusion scolaire dans le cadre d'une expérience pilote menée avec succès à Oran, a indiqué samedi l'association locale "ASAOR" dédiée à la prise en charge de cette catégorie sociale.



"Les élèves intégrés au titre de cette initiative ont parfaitement réussi leur inclusion", a précisé à l'APS la secrétaire générale de l'ASAOR, S. Djemai, à l'occasion d'une journée de formation au profit des jeunes éducatrices.

L'ASAOR (association des enfants autistes d'Oran) accueille les porteurs de ce type d'handicap depuis 2013 dans une classe spéciale avant de procéder à leur inclusion scolaire "ordinaire", a expliqué la responsable.

Initiée en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, cette opération évolue cette année à l'étape finale du cycle primaire, ce qui signifie, a-t-elle souligné, que "la prochaine année scolaire verra la première inclusion d'élèves autistes dans le cycle moyen".

"La réussite de cette action a naturellement suscité une forte demande de la part des parents d'enfants porteurs de troubles autistiques, d'où l'intérêt de la dupliquer auprès d'autres acteurs du mouvement associatif", a préconisé la SG de l'ASAOR.

Elle a, à cet égard, insisté sur le fait que "les élèves concernés par cette première expérience ne présentent pas de troubles du comportement", faisant ainsi référence au trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité (TDAH) qui exige une prise en charge spécifique, objet de la journée de formation tenue au Centre de loisirs scientifiques de la "Cité Djamel".

Quelque seize participantes de différentes wilayas de l'Ouest, ayant qualité d'accompagnatrices (éducatrices intervenant dans les classes spéciales), ont répondu à l'appel de l'association pour suivre cette formation consacrée à la méthode dite "ABA" (Applied Behavior Analysis, ou analyse appliquée du comportement).

La rencontre a été animée par I. Korso, une spécialiste en prise en charge des enfants autistes dans la wilaya de Tlemcen, qui a mis l'accent sur les techniques pédagogiques définies par l'approche "ABA" pour améliorer la capacité cognitive des autistes et leur relation avec leur environnement.

Trois sessions similaires ont été organisées depuis le début de l'année en cours, et ce, en application du Programme national d'appui jeunesse emploi (PAJE) qui prévoit une autre rencontre en janvier prochain, a-t-on indiqué.

"L'objectif, à terme, est de favoriser l'employabilité des jeunes au sein des associations et à communiquer sur les métiers associatifs, en l'occurrence les métiers dédiés à la prise en charge des enfants en situation d'handicap", a-t-on souligné.

R. L.

## La vigilance et le contrôle de la qualité des équipements médicaux en débat

La vigilance et le contrôle de la qualité des équipements médicaux a été le thème générique des travaux de la 2ème journée de maintenance technique, organisée, samedi à l'hôpital militaire régional universitaire Amir Mohammed Benaïssa de la 2ème RM d'Oran.

Le général Rachid Kojiti, Directeur général de cet établissement hospitalier a souligné, à l'ouverture des travaux de cette rencontre, que les responsables de la santé militaire sont conscients de l'importance de la maintenance des équipements médicaux comme point important des structures sanitaires.

Les hôpitaux disposent d'une direction de maintenance composée d'ingénieurs et de techniciens dans divers spécialités permettant par le biais de la maintenance préventive d'assurer la gestion propice de ses structures hospitalières, a ajouté le général Rachid Kojiti.

Les thèmes et communications prévues pour cette journée mettent l'accent sur l'importance accordée par la Direction de la maintenance à cet aspect, son rôle dans la gestion et le bon fonctionnement des structures sanitaires, a encore souligné le même responsable, lors de cette rencontre à laquelle ont

assisté des spécialistes du pays et de l'étranger. Le programme de cette 2ème journée de maintenance technique de cet hôpital comporte des communications traitant de la vigilance et du contrôle de la qualité de matériels médicaux, de la sécurité sanitaire des appareils et de la gestion des risques et du cas algérien en matière de vigilance en matériels. Des ateliers pédagogiques et des tables-rondes liés au thème central de cette rencontre sont prévus outre une exposition sur des échantillons de matériels de maintenance en différentes spécialités.

R. L.

Selon une étude

## Les perturbateurs endocriniens affectent le comportement des petits garçons

L'exposition pendant la grossesse à certains phénols et phtalates est associée à des troubles du comportement des garçons entre 3 et 5 ans, révèle une étude.

Les composés "les plus préoccupants à cet égard" sont le bisphénol A, le triclosan et le di-n-butyl phtalate ou DBP, précise dans un communiqué l'Inserm, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale français.

Le triclosan est un agent antibactérien retrouvé dans certains dentifrices et savons. Le DBP est

utilisé comme plastifiant dans les plastiques de type PVC, certaines colles, vernis à ongles et laques pour les cheveux.

L'étude, publiée dans la revue Environmental Health Perspective, a porté sur 529 petits garçons de la cohorte mère-enfant Eden, mise en place par l'Inserm. Les femmes enceintes de cette cohorte ont été recrutées entre 2003 et 2006.

Aux troisième et cinquième anniversaires de leur enfant, elles ont rempli un questionnaire évaluant certains aspects de leur

comportement comme l'hyperactivité, les troubles émotionnels et les troubles relationnels. L'étude montre que l'exposition au bisphénol A était associée à une augmentation des troubles relationnels à 3 ans et des comportements de type hyperactif à 5 ans.

Pour les chercheurs, "ce travail confirme que les effets du bisphénol A sur le comportement, observés chez l'animal de laboratoire, se retrouvent chez l'humain à des expositions faibles, probablement inférieures à celles préconisées par l'autorité européen-

ne de sécurité alimentaire" (EFSA), indique l'Inserm.

Le métabolite du DBP était lui associé à davantage de troubles émotionnels et relationnels, incluant les comportements de repli, à 3 ans, mais pas à 5 en ce qui concerne les troubles émotionnels. Les associations entre ce composé et le comportement avaient déjà été mises en évidence dans des études précédentes chez de jeunes garçons et chez l'animal. L'étude a aussi montré une association entre le triclosan et une augmentation des troubles

Zika

## Une mutation en 2013 à l'origine des malformations congénitales

Le virus Zika, principalement transmis par le moustique, est apparu il y a plusieurs décennies mais il n'est que depuis peu à l'origine de malformations congénitales en raison d'une mutation remontant vraisemblablement à 2013, ont révélé jeudi des chercheurs.

Dans une étude publiée dans le journal américain Science, ces chercheurs expliquent pour la première fois comment un virus autrefois relativement inoffensif est devenu une menace pour la santé publique mondiale.

Une seule mutation survenue autour de 2013 dans l'une des protéines du virus, appelée pRM, serait à l'origine des graves malformations du fœtus constatées, selon l'étude.

Ce changement intervenu dans la couche protectrice du pathogène a rendu le virus plus susceptible de tuer les cellules cérébrales en développement chez la souris et l'homme, ont montré des expériences.

Cette mutation, connue sous le nom de code S139N, fait partie des "nombreux changements" qu'a connu le génome du virus entre 2010 et 2016, selon l'étude.

Repéré pour la première fois en 1947 en Ouganda sur un singe, le Zika est à l'origine d'infections humaines dans plusieurs pays africains et asiatiques à partir des années 1970.

Les premières épidémies sont signalées en 2007 en Micronésie, puis en 2013-2014 en Polynésie française. En 2015, des souches appartenant à la lignée asiatique apparaissent au Brésil, avant de s'étendre à une quarantaine de pays du continent américain. Aujourd'hui, le virus s'est propagé dans 84 pays. Il se transmet par des piqûres de moustique ou des rapports sexuels et est particulièrement dangereux pour les femmes enceintes.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a retiré en novembre 2016 le statut d'"urgence de santé publique de portée mondiale" du virus, lié à de graves anomalies cérébrales chez les nourrissons. Plusieurs dizaines de vaccins sont actuellement à l'étude, mais aucun ne sera disponible avant 2020, selon l'OMS.

R. N.

R. S.





Ain Témouchent

# L'aquaculture, une valeur ajoutée pour l'investissement local



**Le secteur de l'aquaculture constitue l'un des atouts majeurs sur lesquels mise la wilaya d'Ain Témouchent pour apporter une valeur ajoutée à l'investissement économique productif.**

**A**ux secteurs de l'agriculture et du tourisme, spécificités de la wilaya, vient s'ajouter celui de la pêche et de l'aquaculture, deux créneaux devenus des ressources non des moindres à exploiter dans le cadre de l'investissement et de la diversification de l'économie nationale.

La position géographique de la wilaya d'Ain Témouchent, avec sa façade maritime de 80 km, a plaidé pour la promotion des moyens de partenariat avec des opérateurs économiques dans le domaine de l'aquaculture et l'encouragement de l'accès au monde de l'investissement privé de cette filière.

Aujourd'hui, la wilaya d'Ain Témouchent assure une offre 20.000 tonnes de poissons par an sur un total de 100.000 tonnes produites à l'échelle nationale, soit l'équivalent de 20 pour cent de cette production.

## Une wilaya pilote

Cette place a été soulignée, en août dernier, par le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghî, lors de sa dernière visite dans la wilaya. C'est une wilaya-pilote dans le domaine de l'aquaculture, a-t-il estimé.

Les premières expériences dans ce domaine menées par des investisseurs privés remontent à l'année 2013 avec le lancement d'une ferme aquacole à la zone côtière

de S'biat, relevant de la commune de Messaid.

Cette infrastructure est dotée d'une capacité productive de 1000 tonnes/an d'élevage aquacole en bassins sur terre. Le projet a ensuite pris de l'ampleur avec la réalisation de six bassins flottants en plein mer, non loin du Cap de Fegalo, avec une production moyenne de 420 tonnes/an, a rappelé le directeur de wilaya chargé de la pêche et de l'aquaculture, Sahnoune Bouguebrine.

Actuellement, sept projets aquacoles sont en cours de réalisation. Quatre d'entre eux entreront en production avant la fin de l'année en cours. Ces fermes font partie des 28 projets inscrits au niveau national en cours de concrétisation, ont souligné les responsables du secteur.

Par ailleurs, la ville côtière de Béni Saf a été retenue pour abriter le premier projet d'engraissement du thon, un produit halieutique très important au vu de son prix de référence sur le marché international.

La wilaya d'Ain Témouchent dispose d'une zone industrielle d'aquaculture s'étendant sur une surface de 8 has. Elle est implantée dans la commune de Messaid et se compose de 27 lotissements destinés aux projets d'investissement créateurs de richesses. Les responsables du secteur prévoient d'inscrire un projet d'aménagement et de raccordement de cette zone au réseau électrique afin de l'intégrer au parc des projets économiques versés dans la filière aquacole, a assuré Sahnoune Bouguebrine.

## Production et exportation

Le secteur compte également cinq unités, situées à Béni Saf, Hammam Bouhadjar et Ain Larbaa, activant dans le domaine de l'exportation de la production halieutique vers l'Europe, essentiellement l'Espagne. Celles-ci totalisent une capacité d'exportation de 400 tonnes par an, notamment des crustacés, des mollusques et de la crevette. Les responsables du secteur s'emploient, en partenariat avec tous les opérateurs économiques, les professionnels de la pêche, à augmenter la production aquacole. Cet objectif est réalisable avec l'entrée en phase de production de plusieurs projets en cours de réalisation, a estimé le responsable du secteur à l'échelle de la wilaya.

Par ailleurs, la wilaya d'Ain Témouchent dispose de deux ports de pêche à Béni Saf et Bouzadjar, outre un nouvel abri en cours de travaux à Madagh qui sera réceptionné avant la fin de l'année en cours. Ces infrastructures de base sont des supports pour la promotion du métier de la pêche et serviront dans la promotion des exportations dans ce domaine. En outre, la ville de Béni Saf dispose d'une école de formation technique de la pêche et l'aquaculture, dotée d'une capacité d'accueil théorique de 250 places. Elle constitue un moyen efficace de formation et d'accompagnement des professionnels du secteur qui acquièrent les compétences techniques et scientifiques pour la promotion des filières de la pêche et l'aquaculture.

Reda A.

Ghardaïa

# Lancement prochain des actions de régénération de l'Acacia raddiana

■ Des actions de régénération et la multiplication des peuplements de l'Acacia raddiana, seront lancées prochainement à travers les zones arides et désertiques de la wilaya de

Ghardaïa, a-t-on appris des responsables de la conservation des forêts de la wilaya.

«Elles seront concrétisées dès l'achèvement des tests effectués dans nos pépinières sur le comportement germinatif des graines d'Acacia sous différentes contraintes abiotiques», a expliqué le conservateur des forêts, Mohamed Abbes.

Longtemps délaissé, l'acacia «Talha» en arabe et «Absegh» en tamazight, est particulièrement bien adapté à la sécheresse et réputé également pour son efficacité dans la fixation du sol et la lutte contre la désertification. Il est plus que jamais devenu un arbre d'intérêt particulier auprès de la conservation des forêts de la wilaya pour sa régénération et sa préservation, a-t-il précisé.

Ces actions seront menées sur la base des résultats d'une étude de sauvegarde de l'Acacia réalisée par le Bureau national d'étude pour le développement rural (BNEDER), a indiqué ce responsable.

Consciente du rôle que peut jouer cet arbre endémique «acacia» une espèce menacée de disparition dans la région suite aux effets climatiques d'aridité, le surpâturage, le déboisement pour la fabrication de charbon et de l'urbanisation, la conservation des forêts a opté pour une stratégie «ambitieuse» visant la préservation et la régénération de cet imposant arbre acclimaté au climat aride et saharien de la région, a-t-il souligné.

«Avec des moyens raisonnables, des gestes écologiques simples et un ferme engagement de tous nous pouvons sauver cet arbre atypique et endémique du Sahara malheureusement mise en péril», a affirmé de son côté le responsable du bureau de protection faune et flore de la conservation des forêts de Ghardaïa.

Cette espèce bien adaptée au stress hydrique et à la sécheresse, réputée également pour son efficacité dans la fixation du sol par son système racinaire, l'acacia est répandue au sud de la wilaya notamment dans la région d'El Menea sur une superficie de plus de 14.500 ha avec une densité de 20 à 30%, a fait savoir Abdelwahab Chedad.

Cet arbre, aux nombreuses vertus, joue un rôle majeur dans les régions sahariennes notamment comme fourrage pour l'alimentation du bétail, ses feuilles sont plus énergétiques que l'herbe bien qu'hérissées de redoutables épines et font le régal des herbivores notamment les dromadaires et chèvres sur les différents parcours traditionnels pour l'élevage.

Réputé chez les nomades pour ses nombreuses vertus médicinales, l'acacia est indispensable dans la pharmacopée traditionnelle saharienne notamment la gomme extraite de cet arbre, ses feuilles, ses fleurs et ses fruits, a également détaillé le même responsable.

Pour tenter de préserver et de multiplier son peuplement, les forestiers collectent systématiquement des graines qu'ils replantent ou conservent, afin de tester dans les pépinières et d'empêcher toute nouvelle extinction d'espèce liée à la déforestation ou à la surexploitation de cet arbre dans les zones désertique au sud de la wilaya.

Ces actions doivent être suivies par d'autres opérations, dont celles de communication et de sensibilisations axées notamment sur la responsabilisation des divers acteurs concernés afin de protéger le développement naturel de cet arbre, a-t-il conclu.

R. N.

Constantine

# Ouverture demain du salon national de l'habit traditionnel

■ Le palais de la culture Mohamed Laid El Khalifa de la ville de Constantine abritera à partir de demain le salon national de l'habit traditionnel, a indiqué samedi à l'APS, le directeur de la culture, Zitouni Aribi.

Cette manifestation à l'initiative de la direction locale de la culture avec la collaboration de l'association El Bahaa pour les arts et les cultures populaires verra la participation de 35 artisans des wilayas de Constantine, de Tlemcen, d'Alger, de Tizi Ouzou, de Batna, de Skikda, de Djelfa, de M'sila, d'Annaba et de Tamanrasset, a précisé le même responsable.

L'objectif de l'organisation de cette manifestation est de mettre en

avant la richesse du patrimoine matériel algérien et d'œuvrer à préserver l'identité culturelle algérienne, tout en participant à offrir une opportunité aux artisans pour échanger leurs connaissances et expériences dans le domaine de la confection d'habits et de bijoux traditionnels, a-t-il affirmé. Des défilés de mode de diverses wilayas conviées à cet événement, des ateliers autour de la broderie traditionnelle et des bijoux traditionnels, des lectures poétiques, des soirées littéraires et artistiques dédiées au malouf et Aissaoua sont également au programme de cette manifestation culturelle qui se poursuivra jusqu'au 7 du mois prochain, a-t-on signalé de même source.

T. L.



# CONFLITS ►►

Syrie

## 28 civils tués dans des raids aériens sur une localité d'Idleb

Au moins 28 civils ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi dans des frappes aériennes sur une localité de la province d'Idleb, zone de désescalade du nord-ouest de la Syrie, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).



La journée de vendredi a aussi été sanglante dans la région de la Ghouta orientale, où au moins 21 civils, dont près de la moitié étaient des enfants, ont péri dans des tirs d'artillerie du régime, selon l'OSDH.

Quatre zones de désescalade - dont les provinces d'Idleb et de la Ghouta orientale - ont été annoncées en mai par les alliés internationaux du régime et des rebelles, afin d'instaurer des trêves dans diverses zones de la Syrie.

Cette initiative doit ouvrir la voie à un cessez-le-feu durable dans le pays, ravagé par six ans de guerre qui ont fait plus de 330.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Depuis la création des zones de désescalade, un calme relatif régnait dans la province d'Idleb, contrôlée en grande partie par des jihadistes de l'ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie.

Ces derniers jours, le régime de Bachar al-Assad et son allié russe ont toutefois mené plusieurs raids aériens, et au moins 28 civils ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi à Armanaz, localité à environ 20 km de la ville d'Idleb, a indiqué l'OSDH.

Un précédent bilan de l'ONG, vendredi soir, avait fait état de 12 civils tués dans cette cité du nord de la province, frontalière de la Turquie.

"Après un premier raid aérien,

un second est venu frapper au même endroit durant les opérations de sauvetage", a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, indiquant que le bilan pourrait encore être revu à la hausse.

Quatre enfants figurent parmi les victimes, d'après l'OSDH, qui n'était pas en mesure de préciser si les frappes ont été menées par le régime de Bachar al-Assad ou son allié russe.

### Quartier entièrement détruit

Un correspondant de l'AFP a vu, vendredi soir, des civils fuyant en grand nombre Armanaz de peur de nouvelles frappes, tandis que

des dizaines d'ambulances s'acheminaient dans la nuit.

Un quartier entier a été détruit, des immeubles de plusieurs étages ayant été aplatis sous la violence des bombardements, a également constaté samedi matin ce correspondant.

Le bilan d'Armanaz est le plus lourd dans la province d'Idleb depuis le début de l'année, a avancé M. Abdel Rahmane, à l'exception d'une attaque au gaz sarin imputée au régime contre la localité de Khan Cheikhoun, qui avait fait au moins 83 morts en avril, selon l'ONU.

Ailleurs dans la province, 13 civils ont également péri vendredi dans des raids contre diverses

localités, selon l'ONG.

Ces frappes interviennent alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue russe Vladimir Poutine avaient annoncé jeudi vouloir renforcer leur coopération pour "rendre opérationnelle" la zone de désescalade d'Idleb.

Les trois autres zones de désescalade annoncées par la Russie, l'Iran -alliés du régime de Damas- et la Turquie sont la Ghouta orientale, près de Damas, Homs (centre) et le sud.

L'instauration de ces zones et une baisse --relative-- de l'intensité des combats ont permis aux forces du régime de se concentrer sur la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Elles sont engagées dans la province de Deir Ezzor, dans l'est syrien, pour reprendre à l'EI les territoires encore sous son contrôle, ainsi que dans la province voisine de Homs.

Jeudi et vendredi, au moins 128 membres des forces progouvernementales ont néanmoins péri dans des contre-offensives surprises menées par les jihadistes contre des positions du régime dans le désert de la Badiya, qui s'étend sur plusieurs provinces, notamment dans l'ouest de Deir Ezzor et dans la province de Homs, selon l'OSDH. Un bilan précédent faisait état de 73 morts.

AFP

## 3.000 morts en septembre

Au moins 3.000 personnes ont été tuées en septembre dans le conflit qui ravage la Syrie, soit le mois le plus meurtrier depuis le début de l'année 2017, a annoncé dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Le bilan en hausse est dû à "l'intensification des raids de la coalition internationale et de la Russie" contre les bastions terroristes dans le nord et l'est de la Syrie, "mais aussi à l'intensification des frappes russes" et celles du gouvernement "contre les régions contrôlées par les rebelles", a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, cité par l'AFP. Par ailleurs, 738 terroristes, appartenant notamment à l'organisation autoproclamée "Etat islamique" (Daech/EI) ou à "Tahrir al-Cham", dirigé par l'ex-branché d'"Al-Qaïda" en Syrie, ont été tués, selon l'ONG.

Les troupes des Forces aérospatiales russes sont parvenues, du 19 au 29 septembre, à tuer 2.359 terroristes en Syrie, avait indiqué la veille le ministère russe de la Défense.

Les forces syriennes sont en passe de remporter la bataille contre le terrorisme à Raqqa et Deir Ezzor, les deux derniers fiefs de l'organisation terroriste Daech en Syrie, un progrès que tenteront de promouvoir les parties au conflit syrien à Genève et Astana en vue de parvenir à une cessation définitive des hostilités, et pour enfin se focaliser sur l'après-guerre. Le conflit en Syrie a fait plus de 330.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

R. I.

Irak

## Un célèbre sniper anti-EI tué dans la bataille de Hawija

Un célèbre combattant irakien surnommé le "cheikh des snipers", qui se vantait encore récemment d'avoir abattu au moins 320 jihadistes du groupe Etat islamique (EI), est mort dans la bataille de Hawija (nord-ouest), ont annoncé samedi les forces paramilitaires du Hachd al-Chaabî.

Cet homme massif à la barbe grise, vêtu d'une tenue militaire beige sur laquelle il enfilait un gilet de cuir, d'un keffieh à damier noir et blanc et de mitaines, ne se séparait jamais de son fusil d'assaut autrichien "Steyr".

Selon Ahmad al-Assadi, le porte-parole du Hachd al-Chaabî, Abou Tahsine est tombé vendredi

durant la bataille de Hawija, alors qu'il s'était avancé dans une zone de combat avec l'EI, dans la montagne de Hamrine.

Membre de la brigade Ali al-Akbar, qui fait partie du mouvement Hachd al-Chaabî, il était "le meilleur de nos tireurs", a-t-il ajouté.

Dans une vidéo diffusée par cette milice, Abou Tahsin avait raconté avoir participé à de nombreuses guerres dans la région. "J'ai 63 ans et j'ai toujours été un tireur embusqué. Ma première guerre, c'était en 1973 dans le Golan" syrien lors du conflit israélo-arabe.

Il faisait partie de l'armée ira-

kienne, dont un contingent avait participé aux côtés des troupes syriennes à la guerre contre Israël. Puis il fut sniper durant la guerre irako-iranienne (1980-1988), lors de l'invasion du Koweït par l'Irak (1990), avant de combattre l'armée américaine en 2003 puis de tourner son arme contre l'EI.

Dans cette interview récente, il affirmait: "Ceux qui ont envoyé de Turquie ces "Daech" (acronyme arabe de l'EI) les ont trompés. Ils sont venus ici pour se faire tuer. Aujourd'hui, j'en ai abattu deux, c'est un chiffre ridicule, mon minimum c'est quatre".

"Dans la bataille de Makhoul et Baiji, en 2015, j'en ai tué 173 et en

tout j'en suis à 320", avait-il dit.

Lors des funérailles samedi à Joubeir, près de la ville de Bassora (sud), l'un de ses proches, Ahmad Ali Hussein, a raconté qu'Ali Tahsine, de son vrai nom Ali Jabbar al-Salahi, était surnommé par ses compagnons d'armes le "cheikh des snipers", ou encore "oeil de faucon" et "chasseur de Daech".

Les troupes irakiennes conduisent actuellement une double offensive contre les derniers bastions de l'EI dans le pays, à Hawija, et plus au sud dans la province d'Al Anbar (Rawa, Al-Qaïm), à proximité de la frontière syrienne.

AFP

## Turquie Erdogan assure que le Kurdistan irakien "paiera le prix"

■ Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a de nouveau dénoncé samedi la tenue par les dirigeants du Kurdistan irakien d'un référendum sur l'indépendance du territoire, assurant qu'ils en paieraient le prix, au moins économiquement.

"Ils sont en train de former un Etat indépendant, d'ouvrir une plaie dans la région et d'y remuer le couteau", a-t-il déclaré à propos du scrutin de lundi dernier.

La Turquie a au fil des années noué des accords commerciaux avec les autorités du Kurdistan irakien, en particulier dans le secteur pétrolier pour leur permettre d'exporter du brut.

"Nous ne regrettons pas ce que nous avons fait, mais puisque les conditions ont changé et que le Gouvernement régional kurde, à qui nous avons fourni notre plein soutien, a pris des mesures contre nous, il en paiera le prix", a ajouté le président turc, lors d'un discours prononcé à Erzurum (est) devant des militants de l'AKP, le parti au pouvoir. Reuters



# FRICAINE

Zimbabwe

## Le grand retour du spectre de l'hyperinflation

Elles avaient disparu des rues d'Harare depuis des années, les voilà de retour. Les files de voitures en quête de carburant s'étirent à nouveau dans la capitale du Zimbabwe et avec elles les craintes d'une nouvelle descente aux enfers de l'économie du pays.

**D**ennis Zhemu la redoute spécialement depuis la semaine dernière, quand il a trouvé sa station-service déserte, cuves vides.

Et plus encore après être tombé nez-à-nez, dans la foule, sur une quarantaine de véhicules alignés à l'arrêt devant les pompes d'un autre distributeur pétrolier.

Ce jour-là, Dennis Zhemu a abandonné sa voiture au bord de la panne sèche et sauté dans un minibus pour rejoindre son bureau.

"Ça m'a immédiatement rappelé la crise de 2008, lorsque nous étions obligés de dormir dans nos voitures en faisant la queue pour de l'essence", raconte ce cadre supérieur de 43 ans. "Alors j'ai prié en silence pour ne pas revivre ça".

Il y a une dizaine d'années, une vague d'hyperinflation sans précédent a balayé le pays, anéantissant les bas de laine des petits épargnants, vidant les rayons des magasins et les stations-service.

L'effondrement de la monnaie nationale a causé une hausse vertigineuse des prix qui a atteint jusqu'à 500 milliards de pour cent et forcé le gouvernement à adopter le dollar américain comme monnaie d'échange.

Chômage de masse, manque de liquidités, l'économie du pays ne s'en est jamais remise. A nouveau menacé d'asphyxie financière, le Zimbabwe a émis il y a presque un an des "bond notes".

Mais cette nouvelle monnaie n'a jamais eu la confiance des acteurs économiques ni de la population du pays.

### Premières pénuries

Théoriquement de la même valeur que le dollar américain, le cours de ces "billets d'obligation" a vite dévié. Au marché noir, les revendeurs de la gare



routière d'Harare exigeaient cette semaine entre 1,37 et 1,50 "bond note" pour un dollar. L'effet de cette dévaluation sauvage s'est vite fait sentir. Anticipant une reprise de l'inflation, la population a commencé à se ruier sur les magasins pour constituer des stocks.

"Nous avons déjà noté les premières pénuries de produits de première nécessité", constate Peter Mutasa, le président de la Confédération des syndicats du Zimbabwe.

"Cette situation, c'est à cause du manque de crédibilité des 'bond notes', explique-t-il. "Nous sommes contraints d'en revenir au troc car il n'y a plus de réserves d'argent dans les banques".

Dans un petit supermarché de la capitale, chaque produit compte désormais plusieurs étiquettes. Un savon y est vendu un dollar américain. Mais son prix passe à 1,30 s'il est réglé en billets d'obligation ou par carte bancaire.

Pour contrecarrer la valse des étiquettes, les acheteurs multiplient les achats de précaution, les rayons se vident et les prix montent.

Dans le même supermarché de Harare, le prix de 2 litres d'huile de cuisine est passé de 3,18 à 5 dollars en

l'espace de quelques jours, et même à 7 dollars si elle est payée par carte bancaire.

Sans surprise, le manque de plus en plus criant de liquidités n'a pas tardé non plus à ralentir l'activité.

Il y a quelques semaines encore, la friperie de Brenda Mpfu lui rapportait jusqu'à 200 dollars les jours fastes. Aujourd'hui, elle s'estime heureuse les soirs où elle en a empoché 20...

### Fauteurs de troubles

"J'avais les moyens de payer mon loyer, d'acheter de quoi manger et m'habiller et d'envoyer mes enfants à l'école sans trop de mal", déplore-t-elle, "mais ces jours-ci, j'y arrive à peine".

Pour s'en sortir, Brenda Mpfu s'est résolue à quitter la capitale pour la campagne, où elle échange ses fripes contre du maïs, avant de le revendre contre d'autres produits.

Dans les villes comme dans les villages, la colère commence à monter dans la population.

Vendredi, la police a dû user de gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation réunie à l'appel du mouvement Tajamuka (Nous sommes agités), à la pointe de la contestation contre le régime

du président Robert Mugabe. Rendu largement responsable par ses adversaires de la faillite économique du pays à cause de sa réforme agraire du début des années 2000, le chef de l'Etat a reconnu publiquement cette semaine la gravité de la situation. "Certains sont pressés de manipuler le cours des devises de façon à provoquer l'inflation et une ruée sur les achats", a-t-il accusé, en pointant du doigt des "fauteurs de troubles de l'intérieur" qui souhaitent provoquer sa chute.

Malgré une santé déclinante, M. Mugabe, 93 ans, qui règne d'une main de fer depuis trente-sept ans sur le Zimbabwe, a décidé de briguer un nouveau mandat l'an prochain.

A en croire l'économiste Prosper Chitambara, cette élection présidentielle risque fort de peser sur le climat financier. "La situation politique génère beaucoup d'incertitudes, d'où la réémergence des marchés parallèles et d'un système à prix multiples", constate-t-il, "et en se rapprochant du scrutin, cette incertitude ne va qu'augmenter".

Agence

Togo

## L'opposition appelle à de nouvelles manifestations massives

■ L'opposition togolaise a appelé à de nouvelles manifestations massives les 4 et 5 octobre pour exiger des réformes constitutionnelles après des semaines de mobilisation populaire contre le régime de Faure Gnassingbé, selon un communiqué publié samedi.

Une coalition de 14 partis invite les Togolais à participer "encore plus nombreux" aux manifestations prévues la semaine prochaine à Lomé, en province et à l'étranger avec la diaspora. La manifestation de mercredi sera un "ultime avertissement" et le lendemain une "marche de la colère", annoncent les organisateurs.

L'opposition réclame notamment le retour à la Constitution de 1992, qui prévoyait un maximum de deux mandats présidentiels mais été modifiée à plusieurs reprises depuis lors.

Le président, qui effectue son troisième mandat, a succédé avec le soutien de l'armée à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, décédé en 2005 après avoir dirigé le pays d'une main de fer durant 38 ans.

Il a été réélu à deux reprises en 2010 et en 2015 lors de scrutins très contestés par l'opposition.

Les détracteurs du chef de l'Etat entendent également dénoncer "les répressions sauvages" des manifestations d'août et septembre qui ont fait au moins quatre morts et des dizaines de blessés dans le nord du pays, région considérée jusqu'à récemment comme acquise au pouvoir.

Début septembre, le gouvernement avait tenté un geste d'apaisement en soumettant au vote du Parlement un projet de réforme constitutionnelle prévoyant notamment la limitation à deux mandats présidentiels.

Mais l'opposition a boycotté le vote du texte, dénonçant un texte allant à l'encontre de ses revendications, n'étant pas rétroactif, ce qui permettrait au président de briguer deux mandats à partir de 2020.

La modification de la Constitution - basé sur le projet de loi du gouvernement - fera donc l'objet d'un référendum "d'ici la fin de l'année" selon une source proche de la présidence.

AFP

Somalie

## Une base militaire turque, la plus grande à l'étranger

■ La Turquie a inauguré samedi en Somalie sa plus importante base militaire à l'étranger, marquant l'intérêt stratégique qu'Ankara entend accorder à l'Afrique de l'Est.

Construite à un coût de 50 millions de dollars, la base permet d'accueillir un millier d'hommes en formation. Au total, 10.000 soldats somaliens devraient y être formés.

Le Premier ministre somalien, Hassan Ali Khaire, a remercié la Turquie lors de la cérémonie d'inauguration à Mogadiscio, assurant que le pays était désormais en capacité de "reconstituer" son armée.

La Somalie est confrontée depuis des années à une insurrection menée par les islamistes du groupe Al Chabaab qui cherchent à imposer dans le pays une version stricte de l'islam.

Le rapprochement amorcé ces dernières années entre la Turquie et la Somalie est le fait du président Recep Tayyip Erdogan, soucieux d'aider de par le monde les populations musulmanes dans le besoin.

Le volume des exportations turques en Somalie, qui était de 5,1 millions de dollars en 2010, est passé à 123 millions de dollars l'an dernier.

Reuters

RD Congo

## Crash d'un avion de transport militaire, aucun survivant

**U**n avion de transport Antonov de l'armée congolaise s'est écrasé samedi à une centaine de kilomètres à l'est de Kinshasa, faisant "plusieurs dizaines" de morts parmi les passagers, a-t-on appris de sources concordantes.

L'appareil, qui venait de décoller en direction du Kivu (est), transportait "plusieurs dizaines de personnes", selon une source aéroportuaire qui a requis l'anonymat, et s'est écrasé dans la commune de N'sélé, qui fait partie du grand Kinshasa, à une centaine de km du centre de la capitale congolaise.

Sur place, un périmètre de sécurité a été bouclé par la Garde républicaine, a constaté une équipe de journalistes de l'AFP. L'appareil s'est abîmé sur une zone non habitée, composant un ancien domai-

ne agro-industriel dépendant de la présidence. Il n'y a eu "aucun survivant", selon une source municipale sur place jointe par l'AFP et s'exprimant également sous couvert d'anonymat.

L'avion, piloté par un équipage russe, transportait "deux véhicules et des munitions" ainsi que les personnels militaires d'accompagnement, selon une source à l'état-major de l'armée, s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Selon cette source, il y avait "entre 20 et 30 personnes" à bord de l'appareil, qui avait décollé de l'aéroport de Ndolo, dans le centre de la capitale.

Un témoin joint sur les lieux du crash par l'AFP a indiqué que l'accident s'était produit vers 08h50 (07h50 GMT) et affirmé avoir vu l'avion qui "tombait", mais sans dégagement de fumée apparent.

Selon un autre témoin, un lieutenant de l'armée congolaise, l'appareil aurait au contraire pris feu dans le ciel avant de s'écraser et de provoquer une série d'explosions. Un officier supérieur en charge des opérations de secours a indiqué à l'AFP que la carcasse de l'avion n'était plus qu'un "amas de ferraille" et que le site était jonché de "corps déchiquetés".

L'accident aurait fait "entre une dizaine et une quinzaine" de morts, dont certains "Occidentaux", selon lui.

Au moins trois accidents d'avions de transport militaires ont déjà été enregistrés en RD Congo depuis 2000, dont un, celui d'un Iliouchine 76 qui avait perdu sa porte ventrale en plein vol le 8 mai 2003 entre Kinshasa et Lumumbashi, aurait fait quelque 200 victimes.

AFP



# "Sondé" par Washington, Pyongyang ne montre "aucun intérêt" pour un dialogue

Washington dispose de "lignes de communications" avec Pyongyang et "sonde" la Corée du nord pour l'ouverture d'éventuels pourparlers, mais le régime de Kim Jong-Un ne manifeste pour le moment "aucun signe d'intérêt" pour un dialogue, a fait savoir samedi la diplomatie américaine.

« Nous posons des questions. Nous avons des lignes de communication avec Pyongyang, nous ne sommes pas dans le noir complet », a assuré le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, à des journalistes à Pékin, à la suite d'une rencontre avec le président chinois Xi Jinping.

« Nous avons deux ou trois canaux ouverts avec Pyongyang (...) Nous pouvons leur parler, nous leur parlons », a assuré M. Tillerson, alors que les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques.

Mais la Corée du Nord n'a encore manifesté « aucun signe d'intérêt » à ce jour pour des pourparlers avec les Etats-Unis, indiquait peu après le département d'Etat américain.

« Les officiels nord-coréens n'ont montré aucun signe d'intérêt pour des pourparlers sur la dénucléarisation », a déclaré la porte-parole de la diplomatie américaine Heather Nauert dans un communiqué, tout en rappelant elle aussi l'existence de « plusieurs canaux pour communiquer avec des officiels au sein du régime nord-coréen ».

Rex Tillerson a déclaré que les Etats-Unis étaient en train de « sonder » la volonté du régime de Kim



Jong-Un d'engager des discussions sur son programme nucléaire.

## « Pressions pacifiques »

Sur fond d'escalade verbale entre président Donald Trump et Kim Jong-Un, Rex Tillerson s'est fait en revanche le chantre de « pressions pacifiques » sur Pyongyang, via un durcissement des sanctions internationales et en travaillant avec la Chine pour resserrer l'étau autour du régime nord-coréen.

Les Etats-Unis ont répété à plusieurs reprises ne pas écarter « l'option militaire » contre la Corée du Nord, le président Donald Trump brandissant même la menace d'une « destruction totale » de ce pays.

Mais de hauts responsables du

gouvernement américain reconnaissent qu'une intervention militaire dans la péninsule serait compliquée et périlleuse, mettant en danger la population sud-coréenne à portée de l'artillerie du Nord.

Washington mise ouvertement sur les effets de la nouvelle batterie de sanctions adoptées par le Conseil de Sécurité de l'ONU après le puissant essai nucléaire de Pyongyang début septembre.

Alors que les Etats-Unis fustigeaient le manque de fermeté de la Chine, lui reprochant de ne pas faire suffisamment pression sur son turbulent voisin, ils ont applaudi les « progrès » des autorités chinoises à mesure qu'elles mettaient en musique la résolution onusienne.

La Chine a annoncé jeudi que les entreprises nord-coréennes établies sur son territoire devraient

fermer d'ici à janvier. Et le géant asiatique a confirmé qu'il limiterait de manière drastique ses exportations de produits pétroliers raffinés.

## « Enormes » pas chinois

« Des pas énormes dans la bonne direction », s'est félicité le Département d'Etat américain.

Si la Chine assure appliquer « complètement » les sanctions onusiennes, elle s'oppose farouchement à toute intervention militaire dans la péninsule et plaide sans relâche pour une solution « pacifique » via des « pourparlers ».

Pékin défend également l'idée d'un « double moratoire » - l'arrêt simultané des essais balistiques et nucléaires de Pyongyang et des manœuvres militaires américano-sud-coréennes : une solution dont Washington ne veut pas entendre

parler.

Peu avant les propos du chef de la diplomatie américaine, une organisation étatique nord-coréenne chargée de la propagande extérieure avait lancé samedi de nouvelles insultes à l'adresse de Donald Trump, le qualifiant de « vieux psychopathe » en « mission suicide pour provoquer un désastre nucléaire qui réduira l'Amérique en océan de flammes ».

Ces derniers jours, l'hôte de la Maison Blanche avait qualifié d'« homme-fusée » embarqué dans une « mission suicide » le numéro un nord-coréen, qui lui avait rétorqué : « Gâteux mentalement dérangé ».

Cette spirale verbale alarme la communauté internationale et refait planer le spectre d'un essai nucléaire nord-coréen dans le Pacifique, susceptible d'entraîner une réaction des forces armées américaines.

Rex Tillerson s'est montré samedi peu empressé de défendre les tweets belliqueux du président Trump : « La situation est un peu surchauffée en ce moment. Je pense que tout le monde voudrait que ça se calme ».

## Pas de « lignes rouges »

« Si la Corée du Nord cessait de tirer des missiles, cela apaiserait déjà pas mal les choses », avait-il cependant plaidé. Une éventuelle intervention militaire dépend du seul Donald Trump, mais « autant que je sache, le commandant en chef n'a pas tracé de lignes rouges », a-t-il également commenté.

Rex Tillerson rencontrait samedi le président Xi Jinping ainsi que son homologue Wang Yi, au cours d'une visite destinée à préparer le premier voyage du président Trump en Chine, prévu pour novembre. « Je suis convaincu que sa visite sera spéciale, merveilleuse et réussie », a assuré M. Xi samedi, mettant en avant son « amitié personnelle » avec son homologue américain.

AFP

## Royaume-Uni

# Les conservateurs se réunissent en pleine division sur le Brexit

Le congrès du Parti conservateur britannique s'ouvre dimanche à Manchester (nord-ouest) dans une ambiance plombée par les divisions sur le Brexit et la question du leadership de la Première ministre Theresa May, affaiblie après son revers aux dernières législatives.

La cheffe de l'exécutif traîne comme un boulet la déconfiture des tories au scrutin du 8 juin, qui lui a coûté sa majorité absolue au Parlement, mais aussi une bonne partie de son autorité.

La dirigeante pâtit également des progrès poussifs des négociations sur la sortie de l'Union européenne, écartelée entre Brexiters purs et durs et partisans d'un divorce à minima, tandis que Bruxelles réclame du concret.

Pour le Pr Simon Usherwood, de l'université du Surrey, « May est un handicap » pour son parti, et ne doit probablement sa survie qu'au risque que ferait peser son départ sur le maintien au pouvoir des conservateurs, au moment où le leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, surfe lui sur une dynamique favorable. Résultat : la course à sa succession est en

passé de devenir un marronnier dans la presse britannique, qui cite régulièrement comme possibles prétendants au 10, Downing Street l'impétueux ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, ou celui du Brexit, David Davis. Histoire d'amadouer ses troupes avant le congrès, Theresa May a de nouveau assumé le revers électoral de juin, reconnaissant n'avoir pas su incarner ce conservatisme social qu'elle avait vanté en prenant ses fonctions en juillet 2016.

Le message « n'est pas passé », concède-t-elle dans un entretien publié cette semaine dans le magazine politique The House.

Elle tentera de rattraper le temps perdu en axant son discours de clôture du congrès, mercredi, sur cette thématique, qui traduit aussi une volonté de chasser sur les terres des travaillistes.

Pour preuve, sa déclaration d'avant-congrès, véritable profession de foi pour un Royaume-Uni « plus juste pour les travailleurs ». Déterminée à rompre avec l'image pro-austérité qui colle aux tories, la Première ministre reprend presque mot pour mot le slo-

gan de Jeremy Corbyn en prônant une société qui fonctionne pour « tous, pas seulement pour l'élite ».

## « Bojo » en embuscade

Les prises de parole mardi de ses rivaux potentiels - MM. Johnson et Davis - seront également scrutées de près. Le premier s'est encore offert récemment une séance de hors piste en rédigeant une tribune exposant sa vision du Brexit. Publié dans le Telegraph quelques jours avant un discours majeur de Theresa May sur le sujet, la semaine dernière à Florence (Italie), le texte a été vu comme une provocation.

Jamais à court de surprises, « Bojo » a énoncé samedi dans le Sun ses « lignes rouges » sur la sortie de l'UE, estimant que la période de transition post-Brexit proposée par Mme May, pour un divorce sans douleur, devait se limiter à deux ans, et « pas une seconde de plus ».

« Nous avons quitté (l'UE). Nous avons voté pour ça l'an passé. Il faut aller de l'avant », déclare-t-il dans le tabloïd, semblant critiquer

en creux les orientations de la Première ministre.

Alors, doit-on s'attendre à une nouvelle initiative de Boris Johnson, voire de David Davis, à Manchester ?

Ni l'un ni l'autre « ne sont du genre à faire profil bas », souligne le Pr Usherwood. « Ils vont vouloir parler, haut et fort (...) et essayer de faire avancer leurs idées sur le Brexit ».

A défaut de pouvoir raisonnablement songer à regagner l'autorité dont elle jouissait avant les législatives, May a elle « besoin de traverser cette conférence sans aggraver sa situation », en montrant qu'elle tient, malgré tout, les rênes du parti, du pays, et des négociations du Brexit, estime l'expert.

Dimanche, alors que les conservateurs deviseront sur leurs projets, plusieurs milliers de personnes sont attendues pour une marche anti-Brexit, en même temps qu'une manifestation contre l'austérité, devenue une tradition pendant les congrès conservateurs.

AFP





# Le ton se durcit entre Trump et Porto Rico sur la gestion de l'aide

**Les habitants de Porto Rico réagissaient samedi avec stupeur aux propos de Donald Trump fustigeant les autorités de l'île qui "veulent que l'on fasse tout pour eux" et qui mettent en cause sa gestion de l'aide après l'ouragan Maria.**

**D**ans une série de tweets, le président américain s'en est pris samedi aux responsables de Porto Rico «incapables» selon lui «de mettre leurs employés au travail pour aider» à organiser l'aide sur ce territoire américain.

«Ils veulent que l'on fasse tout pour eux, alors que ce devrait être un effort de toute la communauté. 10.000 employés fédéraux en ce moment sur l'île font un travail fantastique», s'est-il exclamé sur Twitter, depuis son golf de Bedminster dans le New Jersey (nord-est) où il passe le week-end.

Le président américain a nommé cité la maire de la capitale de Porto Rico, San Juan, à laquelle il reproche de faire preuve d'un «leadership médiocre».

Carmen Yulin Cruz, a été particulièrement virulente dans ses critiques de la réponse mise en oeuvre par l'Etat fédéral. Elle arborait vendredi sur les chaînes de télévision américaines un tee-shirt noir avec l'inscription «Aidez-nous. Nous sommes en train de mourir».

«Je ne peux pas comprendre que la plus grande nation du monde ne puisse pas organiser la logistique pour une petite île», avait-elle lancé lors d'une conférence de presse.

«J'ai en assez d'être polie. J'ai en assez d'être politiquement correcte. Je suis folle de rage», avait-elle ajouté.

L'édile a également partagé sur son compte Twitter un article du Washington Post sur «le week-end perdu» de Donald Trump, au plus fort de la crise, alors que le président résidait dans son golf de Bedminster.

## 'Dernière roue du carrosse'

A Porto Rico, ces commentaires ne font que renforcer l'idée selon laquelle le président américain néglige ce territoire administré par les Etats-Unis et dont les habitants sont des citoyens américains.

«Nous sommes Américains et nous ne sommes pas traités comme des Américains (...) Nous payons des impôts,

mais nous sommes la dernière roue du carrosse pour eux», s'indigne Miriam Cintron, 52 ans. Sur toute l'île, des habitants désespérés et dépassés par l'ampleur considérable des dégâts causés par Maria se languissent d'une aide qu'ils disent ne pas voir arriver. «Il n'y a que du blabla. Ils ne font rien. Rien ! Il n'y a aucune aide ni de la Fema (l'agence fédérale de secours, ndr), ni du gouvernement fédéral, ni de qui que ce soit», tempête Elisa Gonzalez, à Aibonito, dans le sud de Porto Rico.

Cette femme au foyer de 49 ans vit dans sa voiture depuis que sa maison a été détruite par l'ouragan. Les centres d'hébergement sont pleins et ne prennent plus de sinistrés, déplore-t-elle.

A San Juan, la capitale, dans le nord de l'île, de longues files d'automobilistes se sont formées devant les stations-service. Il faut parfois attendre six ou huit heures pour faire le plein, sous la surveillance de gardes de sécurité armés.

L'acheminement de l'aide et les opérations de déblaiement pourraient se trouver

compliquées par «des pluies torrentielles» et des vents de plus de 65 km/h attendus dans la journée dans l'est de Porto Rico, selon le service météorologique de San Juan. L'ouragan Maria a causé des dégâts immenses sur les infrastructures, avec notamment des coupures de routes, d'eau, d'électricité et des télécommunications pendant plusieurs jours.

Les premières cargaisons d'aide - vivres, eau, carburant, générateurs - ne sont pas parvenues aussi vite que pour le Texas et la Floride, touchés respectivement par les ouragans Harvey et Irma fin août et début septembre.

Donald Trump avait justifié vendredi les difficultés d'acheminement de l'aide par le fait que Porto est «une île entourée d'eau, beaucoup d'eau, l'eau de l'océan».

Le président devait s'entretenir samedi par téléphone avec plusieurs officiels de Porto Rico, dont le gouverneur Ricardo Rossello, et le directeur de la Fema, a indiqué la Maison Blanche.

Il doit se rendre mardi sur l'île avec son épouse Melania. **AFP**

## Manifestation à Washington pour une plus grande justice raciale

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi à Washington pour réclamer une plus grande justice raciale après une série de brutalités policières contre des Noirs non sanctionnées par la justice.

Des groupes de jeunes gens brandissant des pancartes se sont rassemblés calmement dans un square de la capitale américaine, avant de défiler vers le Capitole, où siègent les parlementaires américains. Ils ont été rejoints sur le trajet par un autre groupe, la «Marche pour les femmes noires», avant d'atteindre le Mall, cette grande esplanade du centre de Washington bordant le Capitole et la Maison Blanche.

«Le fait que ça se passe au Capitole, et devant Trump, fait partie» des raisons pour lesquelles Jenny, une fonctionnaire de 44 ans, indique avoir décidé de participer pour la première fois à une manifestation de ce genre. «La seule façon pour qu'il voie quoi que ce soit, c'est de se planter devant lui», a-t-elle ajouté en référence au président américain Donald Trump, qui passait le week-end dans son golf de Bedminster dans le New Jersey, près de New York.

«Nous avons un système judiciaire qui maintient les Noirs et les Hispaniques dans la servitude à perpétuité», a affirmé à l'AFP Maurice Cook, 46 ans, un des organisateurs de cette manifestation ayant reçu le soutien de plusieurs associations et organisations nationales comme «Black Lives Matter» ou la grande organisation féministe NOW.

Sur son site, l'organisation M4RC (March for racial justice) explique appeler à «une révision de la législation, des politiques et des pratiques qui aggravent les inégalités, déshumanisent les gens de couleur et qui maintiennent une suprématie blanche».

### Justice à deux vitesses

La date a été choisie pour commémorer le Massacre d'Elaine, dans l'Arkansas (sud), le conflit racial le plus meurtrier des Etats-Unis. Le 30 septembre 1919, de 100 à 240 Noirs avaient été tués au cours d'émeutes après la tentative d'un groupe de fermiers afro-américains de créer un syndicat. Les suites judiciaires n'avaient visé que des Noirs.

Plusieurs affaires emblématiques ces dernières années ont donné l'image d'une justice américaine à deux vitesses, toujours défavorable à la communauté afro-américaine. Le 12 septembre, le ministère américain de la Justice a ainsi décidé de ne pas engager de poursuites contre six agents de la police de Baltimore, dans le cadre de l'enquête fédérale ouverte après la mort de Freddie Gray, un jeune Noir mortellement blessé dans un fourgon de police en 2015.

Trois jours plus tard, un juge de Saint-Louis dans le centre des Etats-Unis, exonérait un ancien officier de police, blanc, des accusations de meurtre contre Anthony Lamar Smith, trafiquant de drogue présumé, noir, tué en 2011 au terme d'une course-poursuite avec la police. Le verdict avait provoqué des manifestations à Saint-Louis, lieu d'émeutes en 2014 après la mort de Michael Brown, un jeune 18 ans non armé, tué par un policier blanc qui avait échappé à toutes poursuites pénales. **AFP**

## Après le passage de l'ouragan Irma à Cuba

# Près de 160.000 maisons endommagées

Le Conseil de la défense civile (CDN) de Cuba a dévoilé vendredi le bilan définitif des dégâts matériels causés début septembre par l'ouragan Irma, avec notamment près de 160.000 maisons endommagées. Ce sont ainsi 158.554 habitations qui ont été endommagées, dont 14.657 complètement détruites et 23.560 sans toit, quand l'ouragan s'est abattu sur l'île caraïbe du 7 au 10 septembre, faisant dix morts, selon un communiqué du CDN publié dans le quotidien officiel Granma. Face à cette situation, le gouvernement a annoncé qu'il allait financer 50% des matériaux de construction achetés par ceux qui ont perdu entièrement ou par-

tiellement leur maison. Par ailleurs, il subventionnera 50% des achats d'équipements de base tels que les matelas, les produits d'hygiène, les équipements électroménagers et les meubles. Au total, 1.863.589 personnes ont été évacuées, dont 11.689 se trouvent encore aujourd'hui dans des abris. Du côté des routes, on recense 537km de voies endommagées.

Irma a également ravagé presque tout le réseau électrique insulaire, notamment deux pylônes de lignes à haute tension, plus de 3.600 poteaux électriques, 1.379 transformateurs, ainsi que 2.176km de lignes électriques et dix sous-stations. Le réseau est

aujourd'hui rétabli à 99,9%, a précisé le CDN. En ce qui concerne l'agriculture, l'ouragan a endommagé environ 338.000 hectares de champs de canne à sucre et 20 raffineries de sucre, ainsi que 95.000 hectares de cultures variées. Le seul point positif est qu'Irma a permis aux réservoirs du pays de se remplir, ces derniers contenant désormais plus de 6,3 milliards de mètres cubes, soit 68,4% de la capacité totale de stockage, alors que le pays souffrait de sécheresse depuis trois ans. L'ouragan Irma est considéré comme la pire tempête ayant frappé Cuba depuis 1935. **R. N.**



Philippines

# Duterte refuse de coopérer avec une enquête pour corruption

**Le président philippin Rodrigo Duterte a annoncé qu'il ne coopérerait pas avec les services enquêtant sur des accusations de détournement de fonds le visant, affirmant qu'il ne se soumettrait pas à leur autorité.**

Le bureau du médiateur chargé de la lutte anticorruption a annoncé la semaine dernière qu'il travaillait sur des accusations selon lesquelles les comptes bancaires du président recèleraient l'équivalent de millions de dollars qu'il n'aurait pas déclarés.

M. Duterte a riposté samedi soir avec une charge contre ce bureau, un service «nul», et

contre les accusations qui sont des «mensonges». «Je ne me soumettrai pas à la juridiction», a lancé le président dans un discours truffé de jurons. «Vous voulez que je me soumette au bureau du médiateur qui brandit des preuves fabriquées et ment comme un arracheur de dents devant la Nation», a ajouté M. Duterte en référence à Melchor Arthur Carandang, responsable de ce bureau qui a annoncé l'enquête. Les propos du chef de l'Etat sont en contradiction totale avec un communiqué dans lequel son porte-parole affirmait la semaine dernière que le président respectait cette juridiction et faisait confiance à son impartialité.

M. Duterte, 72 ans, a remporté l'année dernière la présidentielle sur un programme radical de lutte contre le trafic de drogue et la corruption. Pendant la campagne, l'ancien avocat a joué à fond sur ses origines sociales très modestes pour se forger une image de candidat anti-establish-

ment à même de mieux représenter la population. L'enquête découle d'une plainte qui avait été déposée avant l'élection par le sénateur de l'opposition, Antonio Trillanes, un des principaux adversaires de M. Duterte, qui affirmait que ce dernier avait détourné des fonds publics pendant ses deux décennies à la mairie de Davao, la grande ville du sud. Samedi, le président a expliqué que sa famil-

le avait des biens immobiliers et des entreprises, dont une usine de fabrication de glace et une scierie.

«En tout et pour tout, cela ne totalise pas plus de 40 millions (de pesos ou 785.000 dollars), les économies de toute ma vie. Une partie de cela est l'immobilier dont j'ai hérité», a-t-il dit. Le bureau du médiateur n'est pas la première institution ciblée par le président, qui s'est aussi attaqué à la

Commission des droits de l'homme et à la Cour suprême, deux garde-fous constitutionnels.

La semaine dernière, M. Duterte a annoncé qu'il créerait une commission pour enquêter sur d'éventuels faits de corruption au sein du bureau du médiateur. Un acte de vengeance personnelle selon un parlementaire de l'opposition.

AFP

Colombie

## Début du cessez-le-feu avec l'ELN, la dernière guérilla

Après plus d'un siècle de lutte Armée, la Colombie a franchi dimanche une nouvelle étape vers la paix, avec le premier cessez-le-feu bilatéral de son histoire avec l'ELN, dernière guérilla de Colombie, qui est entré en vigueur à minuit.

Cette suspension des hostilités est temporaire: elle court jusqu'au 9 janvier dans un premier temps et pourra être prolongée. Mais elle est hautement symbolique: l'Armée de libération nationale (ELN) n'avait jamais accepté de trêve depuis qu'elle avait pris les armes en 1964.

L'accord avait été conclu le 4 septembre dans le cadre des négociations de paix menées à Quito, dans l'Equateur voisin, pour mettre un point final au plus vieux conflit du continent. «A partir de cet instant, l'ELN respectera complètement le cessez-le-feu bilatéral», a confirmé un tweet de l'ELN.

Le cessez-le-feu intervient après un processus similaire avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxiste): de l'arrêt des combats au désarmement, l'ancienne principale guérilla du pays, avec 7.000 combattants, est aujourd'hui transformée en parti politique légal.

Mais le contexte est particulièrement tendu. L'ELN a multiplié ces derniers mois les opérations contre l'armée et la police, ainsi que contre un des principaux oléoducs du pays, polluant une bonne partie des rivières de la

zone frontalière du Venezuela.

Au total 47 membres des forces de l'ordre ont été tués ou blessés depuis janvier, selon les autorités. Samedi, le chef négociateur du gouvernement, Juan Camilo Restrepo, a condamné la «charge insensée» de la guérilla et a dit espérer que l'ELN «tienne sa parole» et efface la «mauvaise image et l'incrédulité» qu'elle suscite.

De leur côté, les forces de l'ordre ont aussi mené des opérations jusqu'au dernier moment, et un des chefs de la guérilla a été abattu samedi, peu avant le début de la trêve, a annoncé l'armée.

Signe de cette crispation ambiante, le chef suprême de l'ELN, Nicolas Rodriguez, alias «Gabino», a appelé vendredi ses hommes à respecter la trêve à compter de dimanche à minuit (05H00 GMT).

«J'ordonne à toutes les troupes, sur l'ensemble du territoire national, de cesser tout type d'activités offensives afin de respecter pleinement le cessez-le-feu bilatéral», a-t-il déclaré dans une vidéo diffusée par l'ELN sur son compte YouTube.

Dans cette vidéo, le dirigeant apparaît dans une zone montagneuse, assis face à une table où sont posés un fusil, un ordinateur portable et un talkie-walkie.

«Je n'ai aucun doute sur votre loyauté pour respecter cet engagement dans tous ses aspects», a lancé Nicolas Rodriguez à ses troupes. De son côté, le président

colombien Juan Manuel Santos a estimé que, pendant la durée de la trêve, «l'ELN doit arrêter de commettre des enlèvements, de recruter des mineurs, de poser des mines, d'attaquer nos infrastructures», en référence aux attaques contre des oléoducs du pays.

«Et, bien sûr, elle doit cesser toute action offensive contre nos forces armées et de police», a ajouté le dirigeant en s'adressant à l'armée avant le début de la trêve.

L'armée a, elle, reçu instruction par décret de suspendre ses opérations contre les rebelles.

Après l'accord historique signé en novembre 2016 avec la guérilla des Farc, M. Santos, qui quitte le pouvoir en août 2018, entend parvenir à une «paix complète» pour son pays déchiré par une guerre fratricide qui a fait au moins 260.000 morts, plus de 60.000 disparus et environ sept millions de déplacés.

Forte d'environ quelque 1.500 combattants, l'ELN est issue en 1964 d'une insurrection paysanne et est inspirée par la révolution cubaine. La guérilla exige pour sa part du gouvernement de meilleures conditions pour ses quelque 450 membres emprisonnés et le renforcement de la protection des leaders d'associations et défenseurs des droits de l'homme, dont quelque 190 d'entre eux ont été assassinés depuis janvier 2016, la plupart par d'ex-paramilitaires.

AFP

Après une panne moteur

## Un A380 d'Air France obligé d'atterrir en urgence

Un super jumbo A380 d'Air France qui assurait la liaison Paris-Los Angeles, a dû se poser en urgence au Canada en raison d'une importante panne sur l'un de ses moteurs, sans dommages pour ses 520 occupants. Pour une cause encore inconnue, l'appareil, un très gros porteur A380 construit par l'avionneur européen Airbus, qui avait décollé à 11H30 de Paris, a subi un «grave dommage» sur l'un de ses quatre réacteurs, a indiqué un porte-parole de la compagnie à l'AFP, et les pilotes ont alors décidé de le dérouter.

Il a atterri sur l'aéroport militaire de Goose Bay au Canada et «l'ensemble des 520 personnes à bord (496 passagers et 24 membres d'équipage, NDR) ont été évacués sans dommages ni blessés», a poursuivi le porte-parole. Le déroutage a eu lieu alors que le vol passait au-dessus du Groenland, l'avion s'est posé à Goose Bay à 15H42 GMT, soit 17H42 heure française, a précisé le porte-parole. L'atterrissage s'est passé «normalement» sur cette base militaire, qui est un aéroport dit de déchargement sur les routes aériennes transatlantiques.

Les passagers devaient repartir de Goose Bay «à 04H15 heure locale» dimanche matin, à bord d'un B777-300 d'Air France et d'un B737 affrété par la compagnie, directement pour Los Angeles, a précisé un porte-parole d'Air France dans la soirée à Paris. Aucune explication sur la cause de l'avarie sur le moteur n'a pu être donnée dans un premier temps. Selon de premiers témoignages de passagers recueillis par la télévision publique canadienne CBC, une détonation a été entendue, suivie d'un décrochage de l'avion, que l'équipage a rapidement maîtrisé. «La cabine a commencé de vibrer. Quelqu'un a crié, et nous avons compris

que quelque chose n'allait pas bien» a dit Sarah Eamigh à la CBC. «Il n'y avait pas la panique qu'on aurait pu craindre» a ajouté Pamela Adams, interviewée sur la même chaîne de télévision, en saluant la compétence de l'équipage. Les images diffusées par les passagers étaient assez spectaculaires, l'enveloppe entourant le réacteur ayant totalement disparu. «Les passagers du vol #AF66 Paris-Los Angeles du jour vont se souvenir de leur voyage longtemps», a tweeté Iskandar (@AlexBeaupaire) en montrant deux photos d'un réacteur dénudé, son capot arraché, avec la partie avant (soufflante) disparue.

Un autre tweet, Miguel Amador (@theamador) a aussi posté un petit vidéo apparemment filmée en vol par le hublot, où l'on voit le réacteur dénudé par l'arrière, avec le texte «avarie de moteur à mi-chemin au-dessus de l'Atlantique #airfrance #airfrance66 #AF66», et où il évoque la possibilité de la rencontre avec un oiseau. Le 4 novembre 2010, un Airbus A380 de la compagnie australienne Qantas avait été contraint de revenir sur l'aéroport de Singapour pour un atterrissage d'urgence, après l'explosion d'un de ses quatre moteurs Rolls-Royce quelques minutes après son décollage. Les A380 d'Air France sont équipés de réacteurs GP7200, spécialement conçus pour ces énormes oiseaux des airs, les plus gros avions du monde à deux étages de passagers, réalisés par l'association des deux motoristes américains General Electric et Pratt and Whitney (United Technologies Corp). Le GP7200 est issu des programmes de réacteurs à grande capacité GE90 de General Electric et PW4000 de Pratt and Whitney. Air France a été la première compagnie à choisir ce réacteur en 2001 lorsqu'elle a commandé ses gros porteurs. Il est entré en service en 2009 dans la compagnie.

AFP

Irlande

## Des dizaines de milliers de personnes marchent pour l'avortement

Des dizaines de milliers d'Irlandais ont défilé samedi à Dublin pour demander un assouplissement du droit à l'avortement, l'un des plus restrictifs au monde, avant la tenue d'un référendum sur le sujet l'année prochaine. La question de l'avortement demeure très clivante dans la très catholique Irlande, où il n'est autorisé que depuis 2013 dans le seul cas où la vie de la mère est en danger. En 2016, quelque 3.000 Irlandaises se sont rendues en Angleterre pour avorter, selon les données du ministère britannique de la Santé, mais les militants du droit à l'avortement estiment ce chiffre largement sous-estimé. Le gouvernement irlandais s'est engagé à organiser un référendum sur le sujet en mai ou juin prochains mais il n'a pas encore décidé quelle sera la question posée. Les partisans de l'avortement craignent qu'il n'ose pas aller assez loin. «Des ministres ont laissé entendre que seules les conditions les plus restrictives ont des chances d'être acceptées mais je crois que les gens veulent davantage que cela», a déclaré Sarah Murphy, 26 ans, qui participait à la manifestation de samedi. «L'Irlande change. Je ne pense pas que nous aurions vu un défilé pareil il y a quelques années», a-t-elle ajouté. Cette mobilisation sans précédent est une nouvelle illustration du recul de l'influence de l'Eglise catholique en Irlande, premier pays à avoir adopté le mariage homosexuel par référendum, par 62% contre 38%, en 2015, malgré l'opposition de la hiérarchie religieuse.

Reuters



Du réalisateur Ali Mouzaoui

# "Les ramiers blancs" projeté à la presse à Alger

Le long métrage "Les ramiers blancs" du réalisateur Ali Mouzaoui, une fiction sur les séquelles et souffrances durant la guerre de libération nationale, a été projeté en avant-samedi à Alger.



**P**roduit par le Centre algérien de développement de cinéma (Cadc), ce long métrage de 90 mn projeté à la salle Ibn Zeydoun, met en scène le périple entrepris par père pour

retrouver son fils qui a rejoint le maquis durant la guerre.

A l'écran, Mouhand Ouamer, rôle servi par le comédien Mohamed Chabane, se lance dans un long voyage à la recherche de son

fils Moussa (Boubaker Cheurfi), jeune combattant qui n'a pas donné de ses nouvelles depuis son départ au maquis.

L'attente se fait longue pour le père meurtri, la mère (Ouiza) et Roza (Dalila Harim), la

fiancée de Moussa qui ne verra jamais plus son futur mari, tombé au champ d'honneur.

La quête du maquisard constitue ainsi le fil conducteur de ce film, rendu long par la quête de Mohand Ouamer qui le mènera très loin du domicile familial, jusqu'au sud de l'Algérie.

Servi en Tamazight, le film a réussi à transporter les "souffrances" de la famille du maquisard: le réalisateur ayant opté pour des techniques cinématographiques comme l'"élasticité du temps", notion perceptible dans certaines séquences allongées pour accentuer l'attente et la souffrance comme cette scène de torture des moudjahidine, explique Ali Mouzaoui.

Tourné dans plusieurs régions du pays, notamment à Tizi Ouzou et Adrar, "Les ramiers blancs" se distingue par une bonne prise de vues et de direction des acteurs, pour la plupart débutants, ce qui a qui a compensé quelque peu l'"obstacle" de l'usage de Tamazight, peu compris par le public de la salle Ibn Zeydoun.

Lors du débat à l'issue de la projection, le réalisateur a précisé que son film a bénéficié d'un soutien financier de 30 millions DA du Cadc et 5 millions alloués par le Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographique (Fdatic), une instance dépendant du ministère de la Culture.

Le réalisateur n'a pas souhaité donner le montant d'une subvention supplémentaire allouée par l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Tizi-Ouzou qui a contribué également au financement de ce film, post-produit en Belgique, précise-t-il. "Les ramiers blancs" sortira en salle en novembre prochain, selon le réalisateur.

R. N.

Chant bédouin

## Des cheikhs agrémentent les journées du rire et du monologue

**D**es cheikhs de la chanson bédouine ont agrémenté, vendredi au théâtre de plein air de Tissemsilt, une soirée dans le cadre des journées du rire et du monologue.

Le doyen de la chanson bédouine Mohamed Boukenine connu, sous le pseudonyme Miloud El Vialari, a fait un récital d'une heure de son répertoire de plus de 50 ans interprétant, entre autres, ses chansons célèbres "Djazair Lahbib" et "Ya ahl Tissemsilt ya Ahl el djoud oual karam".

Le public a également apprécié la troupe de cheikh Merenz de la wilaya de M'sila qui a interprété des chansons bédouines reflétant l'authenticité et les traditions de la région de Hodna. Cheikh Ould El Houari a réussi, en compagnie de sa troupe de la wilaya de Relizane, de séduire l'assistance avec ses nouvelles chansons adaptées des poèmes de Abdelkader Khaldi, Mekki Nouna et Belhouari Belazreg.

Cette soirées, à laquelle ont assisté des autorités locales, a été marquée par deux

spectacles du rire animées par Hamid Achouri et Ali Charef.

La 4ème édition des journées du rire et du monologue se poursuit jusqu'à dimanche au niveau de la maison de la culture "Mouloud Kacim Nait Belkacem" et le théâtre de plein air du chef-lieu de wilaya avec un riche programme comportant des spectacles du rire, du théâtre pour adultes et enfants et des soirées artistiques ainsi que des lectures poétiques de melhoun.

G. M.

En présence d'un groupe de cinéphiles à M'sila

## Un ciné-club "Mohamed Lakhdar Hamina" pour réhabiliter le cinéma

**U**n ciné-club baptisé "Mohamed Lakhdar Hamina" a été dernièrement créé dans la ville de M'sila et se donne pour mission de réhabiliter les projections cinématographiques dans la capitale de Hodna, a indiqué samedi, le directeur de wilaya d la culture, Rabah Dherif.

Réunissant un groupe de cinéphiles, ce ciné-club qui porte le nom de ce cinéaste algérien de renommée internationale, né à M'sila est installé à la salle de cinéma

Hodna.

Il tentera progressivement d'élargir son cercle et d'attirer les cinéphiles qui n'ont pas fréquenté de salles depuis environ deux décennies de fermeture des salles de la wilaya, a indiqué le même responsable.

L'initiative requerra de retisser des relations avec le public et des cinéastes et d'animer des conférences et rencontres pour présenter au public le travail colossal qu'exige la composition d'une œuvre cinématogra-

phique, selon la même source.

En 2005, la salle de cinéma Hodna a été reprise par le secteur de la culture et a bénéficié de travaux de restauration. Son exploitation est restée depuis réservée aux réunions, meetings des partis politiques et aux concerts.

Pour en réhabiliter la vocation, la direction de la culture a ouvert l'établissement aux troupes de théâtre et aux cinéphiles.

R. C.

Mostaganem capitale du théâtre 2017

### Une semaine pour le théâtre régional de Mascara prochainement

■ Une semaine sera consacrée, à partir du lundi prochain, au théâtre régional de Mascara, au titre de la manifestation "Mostaganem, capitale du théâtre 2017", a-t-on appris samedi du TR de Mascara.

Le théâtre régional de Mascara participera à cette semaine, qui s'étale jusqu'à jeudi prochain, avec quatre représentations produites par des associations actives dans la wilaya de Mascara, a souligné Ahmed Khoussa.

Le programme de cette semaine prévoit la présentation des pièces "El Kelb Meddah" de l'association du 4ème art, "Latraf" de l'association des activités de l'avenir, "Hares El Ma", destinée aux enfants, de l'association des lettres et arts, ainsi que a pièce "Imlak" pour enfants produite par le TR de Mascara.

En marge de cette semaine théâtrale, une convention de coopération sera signée entre le TR de Mascara et le commissariat du festival national du théâtre amateur de Mostaganem, en vertu de laquelle Mascara abritera des représentations de troupes participantes à ce festival et des ateliers de formation.

Reda A.



PAROLES DE FEMMES

" On doit toujours être mal satisfait de soi-même, quelque contents que les autres paraissent de nous. "   
Christine de Suède

# FEMMES

ILS ONT DIT :

" La satisfaction intérieure est en vérité ce que nous pouvons espérer de plus grand. "   
Baruch Spinoza

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Vanessa Paradis en deuil : son père est décédé



Vanessa Paradis en deuil. La comédienne française a perdu lundi 25 septembre son père, d'après des informations de Closer. La famille d'André Paradis s'est réunie samedi 30 septembre à Paris pour la cérémonie de crémation. Un homme qui a vécu loin des feux des projecteurs, malgré la médiatisation de sa fille Vanessa Paradis et de sa petite-fille Lily-Rose Depp.

André Paradis résidait en Seine-et-Marne avec sa femme Corinne. Ensemble, ils avaient fait l'acquisition du domaine la Source de plusieurs hectares, en bordure de rivière, situé à Saint Siméon, un petit village de 900 âmes. "Un havre de paix où parfois Vanessa Paradis venait se ressourcer", explique Closer. Depuis plus de vingt ans, André Paradis travaillait pour le parc Disneyland. Il fabriquait pour le célèbre parc d'attractions les décors, les chars et autres costumes.

Vanessa Paradis n'a jamais caché son admiration pour André Paradis. "Mon père vient d'un milieu prolétaire, l'aîné de cinq enfants qui a commencé à bosser à 14 ans et qui a tout appris tout seul, confiait en 2015 au magazine Vogue Vanessa Paradis. Mon père est un artiste, un passionné, hyper cultivé. Il passe sept jours sur sept dans son atelier. C'est mon idole. Il est pudique, très drôle et bon vivant."

Santé

### Anémie, comment la traiter ?

L'anémie est la diminution du nombre des globules rouges dans le sang (l'hémoglobine transporte l'oxygène). Elle est responsable d'une sensation de fatigue qui peut s'accompagner de troubles de la mémoire et de tendance dépressive.

S'y associent parfois une chute de cheveux, des palpitations, des vertiges, des infections plus fréquentes... Bref, ce mal n'est pas à prendre à la légère.

La maladie et son impact

L'anémie est un état qui survient lorsque les globules rouges n'apportent plus suffisamment d'oxygène aux tissus de l'organisme. L'anémie affecte tous les groupes de population. Toutefois, les femmes enceintes et les jeunes enfants constituent les groupes les plus prédisposés. Dans sa forme la plus bénigne, l'anémie est "silencieuse", sans symptômes. Dans sa forme la plus sévère, elle est associée à la fatigue, à la faiblesse, à des vertiges et à un état de somnolence. Les signes comprennent la perte de la couleur normale de la

peau (chez les personnes à peau claire), ainsi que des lèvres, de la langue, du lit de l'ongle et des vaisseaux sanguins dans le blanc de l'œil. Sans traitement, l'anémie peut s'aggraver et devenir une cause sous-jacente de mauvaise santé chronique, telle que le ralentissement du développement fœtal pendant la grossesse, le retard de développement cognitif et le risque accru d'infection chez les jeunes enfants, ainsi que la diminution des capacités physiques chez tous.

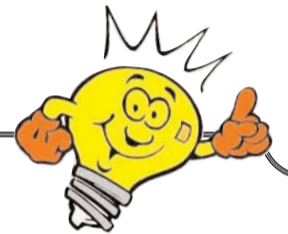
Manque de fer

Les aliments à privilégier : Manger plus de fer, oui, mais encore faut-il savoir où le trouver dans l'alimentation, en

algues. Ce qui contient le plus de fer, en fait, c'est le sang et la chair des animaux, donc rien de tel que la viande rouge pour se requinquer. Privilégiez la viande rouge et bien saignante d'une manière générale, le foie, qu'il soit de veau ou de volaille, les abats, le poisson. Haricots blancs, épinards, persil et fruits secs (abricots notamment) devraient aussi vous aider à recon-

stituer vos réserves.

dehors



VRAI/FAUX

### Le thé fait maigrir

Faux

Vert ou noir, le thé « ne fait pas maigrir ». Par contre, l'une de ses caractéristiques nutritionnelles est sa richesse en eau.

Or, au cours d'une cure d'amaigrissement, il est important de boire beaucoup, au moins 1 litre et demi de boissons. Le thé n'apporte pas de calories s'il est pris sans sucre, il est riche en fluor et en tanins, mais il contient également de la théine, aux effets excitants.

Soins

### Soigner la fatigue des yeux pour avoir bonne mine !

Lorsqu'il fait froid, qu'on se sent fatigué et qu'on passe beaucoup de temps devant l'ordinateur, la fatigue des yeux peut se faire sentir... Bien sûr, il y a la technique du masque glacé à appliquer le matin au réveil mais trop agressif de bon matin ! Alors, comment venir à bout de ces petits tracas quoti-

diens avec des méthodes douces et naturelles ?

Atténuer la fatigue des yeux :

Mettez 45 ml de maïzena dans une poêle et versez la même quantité d'eau de rose. Mélangez le tout jusqu'à l'obtention d'une crème liquide et faites doucement chauffer jus-

qu'à ce que le mélange épaississe (tourner sans cesse). Retirez ensuite le récipient du feu pour empêcher la formation de grumeaux. Ajoutez enfin 30 ml d'eau de rose (cuillerée par cuillerée) et avant qu'elle ne se fige, transvasez la crème dans des petits pots. Conservez-les au frigo. Appliquez-la sur le contour de l'œil et



des paupières avant le coucher.

Atténuer les poches sous les yeux :

Appliquez des rondelles de pommes de terre crue en cataplasme.

Atténuer les yeux cernés :

Diluez 1 cuillère à café de miel pur dans 1/2 verre d'eau minérale tiède. Puis, trempez 2 cotons dans cette préparation et posez les sur vos yeux fermés durant 6 minutes.

### Soins des dents

Règle de base : un brossage après chaque repas, d'une durée de trois minutes. Une petite astuce : c'est également la durée moyenne d'une chanson à la radio... Utilisez du dentifrice au fluor et choisissez une brosse à dents souple. L'efficacité des brosses à dents électriques est prouvée, mais à condition

de ne pas réduire la durée de brossage. Pour prévenir la coloration exogène, celle à la surface de la dent, évitez tout ce qui contient du tanin, responsable de la teinte jaune ou grisâtre des dents. Cette substance d'origine végétale est présente dans le café, le thé. Le thé au citron est particulièrement déconseillé car l'acidité provoque une déminérali-

sation superficielle de l'émail qui favorise la pénétration des agents colorants. Le tabac est, comme chacun sait, à bannir. Vous pouvez utiliser un dentifrice contenant du bicarbonate de sodium, très efficace mais trop agressif s'il est utilisé à l'état de poudre. Enfin, demandez un détartrage et un polissage à votre chirurgien dentiste.



**Les DÉBATS**  
Quotidien national d'information  
Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •  
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

## Supercoupe d'Algérie ESS-CRB se jouera à Blida, Constantine ou Alger

■ La Ligue de football professionnel (LFP) a retenu trois villes (Alger, Blida et Constantine) pour accueillir la Supercoupe d'Algérie, prévue le 1er novembre prochain, a indiqué l'instance chargée de la gestion de la compétition. Une première réunion de la LFP se tiendra le 10 octobre avec les personnes concernées par l'organisation du match alors que le stade qui abritera la rencontre sera désigné "prochainement", précise la même source. La Supercoupe d'Algérie 2017 opposera l'ES Sétif (championne d'Algérie en titre) et le CR Belouizdad (détenteur de la Coupe d'Algérie) pour succéder à l'USM Alger, vainqueur en 2016 aux dépens du MC Alger 2-0.

## Ligue 1 Mobilis La 6e journée du 12 au 14 octobre

■ Les matchs de la 6e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, initialement prévus entre le 5 et le 7 octobre, se joueront finalement du 12 au 14 du même mois, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) samedi. La LFP avait décidé de renvoyer toutes les rencontres de cette sixième journée suite à l'injonction du Bureau fédéral et à la recommandation du ministre de la Jeunesse et des Sports qui a invité le président de la LFP à se conformer aux décisions de la Fédération algérienne de football. La programmation initiale de cette journée coïncidait avec le déroulement de la rencontre Cameroun-Algérie, programmée le 7 octobre à Yaoundé pour le compte de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2018. La LFP signale au passage qu'elle avait "souvent programmé des rencontres nationales durant la période des dates FIFA sans aucune objection de la part des acteurs concernés".

Equipe nationale de football

# Belfodil, Ferhat, Cadamuro et Feghouli reviennent



Le sélectionneur des Verts, Lucas Alcaraz, a rendu publique la liste des joueurs sélectionnés pour le stage de préparation du match Cameroun-Algérie, comptant pour la 6e journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, programmé pour le samedi 7 octobre 2017 à 17h00 à Yaoundé.

Le stage de préparation débutera le lundi 2 octobre 2017 au Centre technique national de Sidi-Moussa. Le déplacement vers Yaoundé s'effectuera le jeudi 5 octobre 2017 par un vol spécial au départ de l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger. Pour ce stage ont noté plusieurs surprises, puisque des joueurs qui étaient considérés comme des joueurs-clé, à l'instar de Mahrez, Slimani, Medjani, Guedioura ont été écartés pour cette rencontre et ce pour avoir l'occasion de voir d'autres éléments qui ont été convoqués pour la première fois. Cela est le cas de Mohamed Farés qui évolue dans le club italien de Hellas Verona, et les joueurs locaux Bedrane (ESS) et Meziane (USMA). Il y a aussi le retour d'anciens éléments de l'EN à l'instar de Belfodil, Cadamuro,

Feghouli de même que Ferhat qui reviennent après avoir été écartés lors des différents rendez-vous disputés par les Verts. Alcaraz pensait qu'il lui fallait voir ces joueurs avant de prendre une décision finale quant à la possibilité de leur renouveler sa confiance. L'essentiel pour le technicien espagnol est de connaître l'aptitude de ces joueurs, lui qui sait qu'il faudra faire un nettoyage dans le groupe après que certains joueurs ont montré de grandes insuffisances. A noter que le coach national organisera une conférence de presse au centre de Sidi Moussa avant le départ du groupe à Yaoundé et ce pour faire le point sur le groupe, mais aussi pour donner de plus amples explications sur sa position quant à mise en garde la FAF qui a décidé de le reconduire jusqu'à la fin des éliminatoires du Mondial soit après les deux matchs face au Cameroun et le Nigeria.

Imad M.

Liste des joueurs convoqués :

■ **Gardiens de but** : Raïs M'bolhi (Stade Rennais, France), Abdelkadir Salhi (CR Belouizdad, Algérie), Toufik Moussaoui

(Paradou AC, Algérie).

■ **Défenseurs** : Mohamed Farés (Hellas Verona, Italie), Faouzi Ghoulam (SSC Napoli, Italie), Rami Bensebaïni (Stade Rennais, France), Aïssa Mandi (Real Betis, Espagne), Abdelkader Bedrane (ES Sétif, Algérie), Liassine Cadamuro-Bentaïba (Nîmes Olympique, France), Farouk Cafai (USM Alger, Algérie), Sofiane Feghouli (Galatasaray SK, Turquie), Zinedine Ferhat (Le Havre AC, France).

■ **Milieux de terrain** : Raouf Benguit (USM Alger, Algérie), Sofiane Bendebka (MC Alger, Algérie), Saphir Taïder (Bologna FC, Italie), Sofiane Daham (FC Sochaux, France).

■ **Attaquants** : Hilal El Arabi Soudani (GNK Dinamo Zagreb), Rachid Ghezzal (AS Monaco, France), Abderrahmane Meziane (USM Alger, Algérie), Yacine Brahimi (FC Porto, Portugal), Sofiane Hanni (RSC Anderlecht, Belgique), Ishak Belfodil (SV Werder Bremen, Allemagne), Oussama Darfalou (USM Alger, Algérie).

■ **Joueurs invités au stage** : Houari Baouche (O Médéa, Algérie), Imadeddine Boubekeur (O Médéa, Algérie).

## Ligue 1 Mobilis (5<sup>e</sup> journée) CRB-ESS sans vainqueur, la JSK gagne

■ Les deux co-leaders, le CR Belouizdad et l'ES Sétif se sont neutralisés, lors de cette cinquième journée de la Ligue 1 Mobilis, au stade du 20 août 55 d'Alger. Les deux formations qui avaient dominé le championnat jusque là n'avaient pas réussi à se départager et la rencontre s'est soldée sur un score vierge qui n'arrange pas surtout les locaux qui voient leur progression s'arrêter après un sans faute réussi lors des précédentes journées. Malgré cela il faut savoir que les deux formations restent sur leurs positions. La JS Kabylie a, par ailleurs, réussi à réaliser son premier succès à domicile au stade du 1er novembre de Tizi-Ouzou sur le score de (1/0). Le seul but de la partie a été inscrit par le jeune Tafni, alors que le gardien, Boulif, a sauvé un penalty dans les derniers moments de la partie, permettant à son équipe d'enregistrer sa première victoire à domicile et qui reste très précieuse puisqu'il lui permet de relever la tête après un début très pénible. Les Canaris qui se sont défaits du duo Rahmouni-Moussouni ouvrent une nouvelle page et souhaitent réaliser un bien meilleur parcours que celui de la saison dernière. Le Mouloudia d'Alger continue, lui, à manger son pain noir étant donné qu'il a été battu à Constantine par le CSC. Les Sanfirs de leur côté sont sur une belle lancée et souhaitent réussir à décrocher une place honorable à la fin de la saison. Enfin, l'USM Blida et le NA Hussein-Dey se sont neutralisés (2/2), dans un match à rebondissement. Le NAHD avait réussi à mener au score avec des buts de Chouiter et Addadi avant que Si Ammar et Frioui ne permettent aux Blidéens de remettre les pendules à l'heure. Les gars de la ville des roses sont donc revenus de loin alors que le Nasria a raté une belle opportunité de prendre les trois points de ce match.

I.M.

■ Les résultats :  
CRB-ESS 0-0  
JSK-DRBT 1-0  
USMB-NAHD 2-2  
CSC-MCA 1-0

## USM Bel-Abbès

# Le manager général pointe l'arbitrage du doigt

■ Le manager général de l'USM Bel-Abbès, Redouane Haffaf a estimé que son équipe était victime de l'arbitrage en ce début d'exercice 2017-2018 et qu'elle en a de nouveau fait les frais lors du derby de l'Ouest algérien sur le terrain du MC Oran (1-1), vendredi dans le cadre de la 5e journée du championnat de Ligue 1 de football. "Ce sont deux précieux points que nous avons perdus à cause des arbitres. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les arbitres nous jouent un mauvais tour depuis le début de cet exercice", a déclaré Haffaf à la presse à l'issue du match. Les protégés de l'entraîneur Si Tahar Cherif El

Ouezzani tenaient la victoire entre les mains jusqu'au temps additionnel qui a vu les locaux égaliser, un but qui a été très contesté par les visiteurs. Les dirigeants, entraîneurs et joueurs de l'USMBA s'étaient également plaints de l'arbitrage lors de leur précédent déplacement à Constantine où ils s'étaient inclinés devant le Chabab local (1-0), pour le compte de la troisième journée. Commentant le derby de l'Ouest, le même responsable, un ancien joueur de la formation de la "Mekerra", s'est dit satisfait du niveau de la rencontre en général, surtout qu'il s'agissait d'un rendez-vous "spécial" pour les deux voisins. Il a, en

outre, valorisé ce point ramené de la capitale de l'Ouest et qui devrait conforter les joueurs après un départ de championnat quelque peu difficile. L'USMBA, révélation de la Ligue 1 l'exercice dernier pour sa première saison après son retour parmi l'élite, occupe provisoirement la 12e place avec 4 points, mais compte un match en moins qu'elle doit livrer mardi prochain contre l'USM Alger. "On doit vite tourner la page du derby et se concentrer sur la réception de l'USMA, un match qu'on devra remporter pour améliorer notre classement", a encore prévenu Haffaf.

## Tennis/Circuit Pro-féminin

# Rien de grave pour Ibbou

■ La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou, contrainte à se retirer d'un tournoi professionnel en Tunisie après avoir éprouvé quelques soucis physiques mercredi dernier, ne souffre finalement "de rien de grave", et elle devrait être "apte à rejouer d'ici quelques jours" a-t-on appris auprès de son entourage. La championne d'Afrique de 2015 avait "ressenti des crampes aux deux mollets" lors de confrontation avec l'Italienne Anna Maria Procacci, au

premier tour du tableau final d'un tournoi à 15.000 USD, organisé du 25 septembre au premier octobre à Hammamet, et c'est "par précaution" qu'elle a décidé d'arrêter, pour éviter de provoquer une blessure beaucoup plus grave. Un luxe que la sociétaire de l'Académie de Valence ne pouvait se permettre, car ambitionnant de disputer plusieurs autres tournois professionnels prochainement, et pour lesquels elle souhaite être au top de sa forme. Ibbou (18

ans) a déjà disputé quatre tournois consécutifs à Hammamet, d'où son besoin de repos, surtout après l'apparition de ces premiers symptômes d'épuisement. Cela n'empêche que la jeune algérienne a déjà considérablement brillé en Tunisie cet été, en remportant notamment un double et un simple, grâce auxquels elle a gagné 299 places dans le nouveau classement mondial, et qui la positionnent désormais au 809e rang.





Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

## Référendum en Espagne Onze policiers blessés en Catalogne

Onze agents des forces de l'ordre ont été blessés hier en Catalogne au cours d'opérations visant à empêcher la tenue du référendum d'autodétermination interdit, selon le ministère de l'Intérieur espagnol. "Pour l'heure et au total, neuf agents de police et deux de la Garde civile ont été blessés en exécutant les ordres" de la justice, a tweeté le ministère, ajoutant que des agents avaient été visés par des jets de pierres. Plus tôt, les services d'urgence de Catalogne avaient annoncé avoir soigné 38 personnes blessées dans des interventions de la police pour empêcher la tenue d'un référendum d'autodétermination interdit par le gouvernement espagnol.

La police nationale espagnole a commencé dimanche à saisir des urnes et des bulletins de vote destinés au référendum d'autodétermination de la Catalogne, avait annoncé plus tôt le ministère de l'Intérieur à l'ouverture des bureaux de vote.

Le gouvernement de Mariano Rajoy et la justice sont décidés à l'interdire, quitte à faire bloquer l'accès aux bureaux de vote par les forces de l'ordre qui ont dit craindre des troubles. Le président du gouvernement autonome de la Catalogne, Carles Puigdemont a appelé les Catalans à participer massivement à ce référendum, interdit par la justice espagnole, pour répondre à "la répression folle" d'un Etat qui agit avec "lâcheté".

Puigdemont a souligné que "la répression contre la population qui veut exercer son droit de vote n'a pas empêché de nombreuses personnes d'accomplir leur devoir". Après avoir voté à la mairie de Cornellà de Terri (Géronne), Puigdemont a montré son indignation face à "la vague de répression violente contre des personnes pacifiquement regroupées". Le même responsable a assuré que "les problèmes de lenteur seront surmontés et qu'à la fin de la journée, de nombreux catalans auront exercé leur droit de vote" avant de souligner que "les Catalans doivent défendre leur droit de décider de leur avenir". Pour Puigdemont, "l'Etat espagnol prouve qu'il n'a que la force et l'imposition comme arguments pour tenter de convaincre les Catalans". Par ailleurs, l'ancien président de la Generalitat, Artur Mas qui a voté dimanche matin à Barcelone, a dénoncé "l'attitude répressive de l'Etat face à des personnes sans défense" qui se sont rassemblées devant les bureaux de vote pour empêcher l'entrée de la police. L'ancien président de la Catalogne a remercié les milliers de personnes qui se sont mobilisées pour protéger les bureaux de vote et qui se sont comportées avec "une civilité totale et absolue", tout en qualifiant les interventions policières "d'antidémocratique".

"L'usage injustifié de la violence, irrationnel et irresponsable de la part de l'état espagnol, n'arrête pas la volonté des Catalans", a déclaré Carles Puigdemont.

Une ambiance d'agitation et de confusion règne depuis dimanche matin en Catalogne et particulièrement à Barcelone, surtout, après l'ouverture des bureaux de vote pour le référendum d'indépendance de la Catalogne, convoqué par le gouvernement séparatiste catalan et interdit par la justice espagnole. Le gouvernement central, fermement opposé à cette consultation, a utilisé de nombreuses mesures légales devant empêcher la tenue de ce référendum dont entres autres, un dispositif sécuritaire important.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

L'ESSENCE ENCORE PLUS CHÈRE



Batna

## Un terroriste arrêté



Un terroriste a été arrêté vendredi à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) grâce à l'exploitation efficace de renseignements, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, le 29 septembre 2017, un (01) terroriste à Batna (5ème RM)", précise la même source.

Par ailleurs et suite à l'opé-

ration de qualité qui a permis la neutralisation d'un terroriste dans la commune de l'Emir Abdelkader, wilaya de Jijel (5ème RM), "il a été procédé à l'identification dudit criminel : il s'agit du dangereux terroriste B. Abderrezak, alias Anes, qui avait rallié les groupes terroristes en 1993", ajoute le MDN.

En outre et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP "a arrêté un (01) narcotrafiquant à bord d'un véhicule utilitaire en sa possession (50) kilogrammes de kif traité". D'autres détachements "ont

arrêté neuf (09) individus à Biskra (4ème RM) et Tamanrasset (6ème RM) et ont saisi un camion, cinq (05) véhicules tout-terrain, (100) quintaux de fourrage de bétail, (6,75) tonnes de denrées alimentaires, (3,15) tonnes de farine, (400) litres d'essence, (150) litres d'huile de moteurs et divers objets, tandis qu'un autre détachement de l'ANP et les éléments de la Gendarmerie Nationale ont saisi, à Adrar (3ème RM) et El-Oued (4ème RM) (3481) unités de différentes boissons", conclut le communiqué.

R. N.

Bejaïa

## Identification du dangereux terroriste éliminé

Le dangereux terroriste éliminé jeudi dernier à El Kseur (Bejaïa) par un détachement de l'Armée nationale populaire a été identifié et il s'agit de S. Halim, alias "Abou Ibrahim", qui avait rallié les groupes terroristes en 2004, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire, le 28 septembre 2017, ayant permis d'éliminer un (01) dangereux terroriste au niveau de la daïra d'El Kseur, wilaya de Bejaïa (5ème Région militaire). Il a été procédé à l'identification de ce criminel. Il s'agit de S. Halim, alias Abou Ibrahim, qui avait rallié les groupes terroristes en 2004", précise la même source.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP "a découvert et détruit, le 30 septembre 2017 lors d'une opération de recherche et de ratissage menée à Skikda (5ème RM) une (01) casemate contenant des effets vestimentaires et des subsistances de

vivre, tandis qu'un autre détachement, en coordination avec les services de Sûreté Nationale, a saisi à Tamanrasset (6ème RM), un fusil (01) mitrailleur et une quantité de munitions s'élevant à (376) balles".

En outre et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP "a arrêté deux (02) narcotrafiquants en possession de (40,5) kilogrammes de kif traité, alors qu'un autre détachement a saisi, en coordination avec les services de Douanes, un (01) pistolet automatique, (05) véhicules tout-terrain, (12) détecteurs de métaux, (01) paire de jumelles ainsi que divers outils d'orpaillage".

Par ailleurs, des Garde-côtes "ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de (92) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Ain Témouchent, Skikda et Annaba, tandis que (68) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à In Guezzam et Laghouat", conclut le communiqué du MDN.

R. N.

## ACTU...

El Tarf

### Démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de pièces archéologiques

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic de pièces archéologiques a été démantelé dans la Daïra d'El Kala (wilaya d'El Tarf) et plus de 500 pièces de monnaie à valeur archéologique et une statuette ont été récupérés, a indiqué jeudi la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans son bilan. Les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de pièces archéologiques dans la Daïra d'El Kala et ses environs et récupéré 550 pièces de monnaie à valeur historique et une statuette remontant à l'ère numide, a précisé la même source.

Dans la wilaya d'Alger, les services de la sûreté de wilaya ont arrêté un individu qui s'adonnait au vol dans les résidences universitaires pour garçons de la capitale et récupéré quatre (4) téléphones portables, un PC portable, un sac noir contenant une chaîne en argent et un chargeur. Une enquête a été ouverte suite à plusieurs plaintes d'étudiants résidant dans la cité universitaire pour garçons qui se sont fait voler des effets personnels dans leurs chambres, notamment des téléphones portables, des PC portables et des sommes d'argent. Le mis en cause a été arrêté à l'entrée principale de la cité universitaire en possession d'un sac contenant des outils qu'il utilisait dans le cambriolage et des objets volés.

Dans la wilaya de Tlemcen, la police judiciaire a saisi 1.220 unités de boissons alcoolisées destinées à la vente illicite et récupéré un véhicule utilitaire qui était utilisé pour transporter la marchandise incriminée.

T. L.

Bechar

### Plus de 3 kg de kif saisis en trois mois

Au total 3,187 kg de kif traité et 500 comprimés de psychotropes ont été saisis durant le troisième trimestre 2017 à Bechar par les services de la Sûreté de wilaya, a-t-on appris samedi auprès de ce corps constitué. Ces saisies ont été opérées suite au traitement de 26 affaires de détention et de commercialisation illégale de drogue, par les différentes unités et brigades relevant de cette institution sécuritaire, a-t-on précisé. Trente quatre (34) personnes impliquées dans ces affaires ont été arrêtées et présentées à la justice qui a ordonné leur mise en détention préventive en attendant leur comparution devant la juridiction compétente, a fait savoir la source. Ces opérations ont été menées dans le cadre de la prévention et la lutte contre les réseaux de trafiquants de drogues et autres psychotropes en milieu urbain, a-t-on signalé.

L. M.

Accidents de la circulation

### 14 morts en 48 heures

Quatorze personnes ont trouvé mort et 11 autres ont été blessées dans 11 accidents de circulation, survenus au cours des dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indiquent samedi les services de la Protection civile dans un communiqué.

La wilaya de Relizane déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 5 personnes, suite à 2 accidents de la circulation, le plus important ayant causé le décès de 4 personnes, suite collision entre un camion semi-remorque et un véhicule léger, survenue dans la commune Mendes.

Par ailleurs, suite aux fortes chutes de pluies, au cours des dernières 24 heures dans les wilayas de M'sila, Djelfa, Sidi Bel Abbes et Ghardaïa, le bilan de la Protection civile déplore 5 décès au niveau des oueds en crue.

R. K.